



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/59  
S/1994/47  
18 janvier 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Quarante-neuvième session

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Quarante-neuvième année

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE :  
PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE PAIX  
FERME ET DURABLE ET PROGRÈS RÉALISÉS  
DANS LA STRUCTURATION D'UNE RÉGION DE  
PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE ET DE  
DÉVELOPPEMENT

Note du Secrétaire général

On trouvera ci-joint le rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) pour la période comprise entre le 1er août et le 31 octobre 1993. On se souviendra (voir S/23999, par. 3) qu'il avait été décidé que les activités que la Mission entreprendrait en application de l'Accord de San José relatif aux droits de l'homme (A/44/971-S/21541, annexe) continueraient de faire l'objet d'une série de rapports distincts.

ANNEXE

Neuvième rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme de  
la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL)  
(1er août-31 octobre 1993)

I. INTRODUCTION

1. Le Directeur de la Division a décidé qu'à compter de janvier 1993, les rapports de la Division des droits de l'homme seraient établis tous les trois mois afin que le Secrétaire général, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale puissent suivre de près l'évolution de la situation des droits de l'homme en El Salvador. C'est selon cette périodicité qu'ont été publiés les sixième, septième et huitième rapports, qui comprenaient une analyse de conjoncture portant sur le trimestre correspondant.
2. Cette formule a été explicitée dans le huitième rapport de la Division, où il est précisé que "la méthode adoptée pour établir les rapports a consisté à suivre l'évolution de la situation des droits de l'homme au cours des trois mois à l'examen. Aussi ne reflètent-ils pas nécessairement des tendances mais plutôt des situations conjoncturelles. Une analyse tendancielle, fondée sur les données accumulées sur neuf mois, figurera dans le neuvième rapport". Ce projet se fondait sur la nécessité d'intégrer les analyses conjoncturelles dans un ensemble plus large favorisant une appréhension globale des données quantitatives et permettant d'en donner une interprétation qualitative afin de repérer les tendances à l'oeuvre dans l'évolution des droits de l'homme en El Salvador.
3. Le présent rapport a été conçu dans cette perspective. Il répond donc au double souci d'analyser la conjoncture correspondant au trimestre allant d'août à octobre 1993 et d'identifier les grandes tendances de la situation des droits de l'homme sur une période de 10 mois (janvier à octobre 1993).

II. ANALYSE CONJONCTURELLE : PÉRIODE ALLANT D'AOÛT  
À OCTOBRE 1993

II.1 BILAN DE LA SITUATION : UNE GRAVE DÉGRADATION

4. Le huitième rapport de la Division caractérisait d'"ambivalente" l'évolution de la situation des droits de l'homme en El Salvador et s'inquiétait de la multiplication des exécutions arbitraires et des activités des groupes illégaux, y compris les "escadrons de la mort". D'août à octobre, cette situation s'est dégradée au point de constituer une grave régression. Sur le plan institutionnel, cependant, le Gouvernement continue de se consacrer à la réforme judiciaire et à la mise en place d'un appareil normatif capable de garantir les droits de l'homme.
5. Ces derniers mois, diverses institutions nationales, dont l'archevêché, ont dénoncé à maintes reprises les assassinats attribués aux "escadrons de la mort".
6. Parallèlement, la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL a souligné, dans son septième rapport, rendu public le 2 juillet 1993, qu'"en ce qui

/...

concerne les violations extrêmes du droit à la vie, l'Église d'El Salvador et les organisations non gouvernementales [avaient] mis en garde contre la possibilité de voir les escadrons de la mort se déchaîner à nouveau" (A/47/968, par. 17), avant de conclure que "... les assassinats qui ont été commis dénotent une organisation criminelle dont les méthodes sont analogues à celles utilisées précédemment par les escadrons de la mort" (ibid., par. 18).

7. Dans la note de présentation du huitième rapport aux médias publiée le 22 octobre 1993, la Division des droits de l'homme a exprimé sa profonde préoccupation face aux "activités des escadrons de la mort". Elle a fait remarquer que certains de ces groupes se présentaient sous des noms connus – Armée secrète anticomuniste (Ejército Secreto Anticomunista), Brigade Maximiliano Hernández Martínez, par exemple – tandis que d'autres apparaissaient pour la première fois, comme le "Front révolutionnaire salvadorien" (à qui n'ont jusqu'à présent été attribuées que des menaces de mort) et l'"Escadron des anges de la mort" (Escuadrón de los Angeles de la Muerte), auteur de diverses menaces, dont certaines récemment à Chalchuapa, et d'assassinats "de justice privée" commis à La Fosa. Dans son huitième rapport, la Division a constaté que "les violations des droits de l'homme dont le mobile est politique se sont manifestées de manière plus directe, traduisant une certaine aggravation de la situation dans la période électorale que traverse actuellement le pays" (S/26416, p. 27).

8. Quelques jours plus tard, le 25 octobre, alors qu'il déposait sa fille cadette à la crèche, Francisco Ernesto Velis, ancien commandant de la guérilla et membre du Conseil national du Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) a été assassiné, trois balles lui étant tirées dans la tête. Le 26 octobre, à Guazapa, Medardo Brisuela Hernández et son épouse, Justa Victoria Orellana Ortiz, ont été assassinés chez eux. Cette dernière a été tuée par balle pendant qu'elle allaitait sa fille, qui a été épargnée. Les deux victimes militaient au FMLN. Le 26 octobre, à Los Planes de Renderos, Salvador Guzmán Pérez, le meurtrier présumé d'Oscar Grimaldi, membre du FMLN et responsable de la logistique des Forces populaires de libération, a été trouvé assassiné. La veille, la Commission d'enquête sur les faits délictueux avait reçu un mandat d'arrêt à son nom. Le samedi 30 octobre, sur la route menant au littoral, près de Santa Cruz Portillo, Eleno Hernán Castro, alias Comandante Carmelo, membre du Conseil national du FMLN, de la Sous-Commission nationale des terres et de la Commission politique du parti révolutionnaire d'El Salvador-Armée révolutionnaire du peuple (PRS-ERP), était assassiné par balles. Le 3 novembre, José Gabriel Quintanilla, coordonnateur du FMLN pour le département de San Miguel, a été attaqué par trois individus vêtus de noir qui ont tenté de l'assassiner sur le seuil de sa maison dans le village de San Jorge. Grièvement blessé, l'intéressé, qui avait reçu quatre balles dans la poitrine et le thorax, a survécu à ses blessures. Sebastián Araniva Salamanca, membre de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) et conseiller municipal de Chinameca, a été assassiné le 2 novembre.

9. Ces assassinats, dont l'ONUSAL a établi qu'il s'agissait d'exécutions arbitraires ou extrajudiciaires, font partie d'une série de violations des droits de l'homme parmi lesquelles figurent l'attentat perpétré le 7 octobre contre le docteur Vásquez Sosa, Ministre de la santé; les menaces de mort que la

/...

Brigade Maximiliano Hernández Martínez a formulées le 21 octobre à l'encontre de José María Méndez, prestigieux juriste salvadorien, et Francisco Lima, candidat de l'alliance Convergencia-FMLN à la vice-présidence de la République; les menaces de mort anonymes dirigées contre le docteur Juan Mateu Llorca, Directeur de l'Institut de médecine légale, menaces qui ont fait l'objet d'une plainte officielle le 1er novembre; et les plaintes portées par M. Humberto Centeno touchant la mise sur écoute téléphonique des lignes de certains parlementaires et autres personnalités.

10. On signale de même des actes d'intimidation dirigés contre diverses institutions nationales, missions et représentations diplomatiques. Des individus non identifiés ont placé des explosifs dans les locaux de l'Académie de sécurité publique et de l'ambassade du Mexique. Des messages d'intimidation ont été adressés à l'Organisation panaméricaine de la santé et à une fonctionnaire de l'Organisation internationale pour les migrations. Le 1er novembre, après les funérailles d'Eleno Castro, des manifestants ont brûlé des pneus et lancé des cocktails Molotov contre l'immeuble du Diario de Hoy. Ces actes ont été unanimement condamnés par les différents groupes politiques et sociaux du pays, de même qu'à l'étranger, notamment par la Société interaméricaine de presse. Le 25 septembre, l'"Escadron des anges de la mort" a distribué à Chalchuapa des tracts dans lesquels il menaçait l'ONUSAL et la sommat de ne pas se mêler de ses activités.

11. Du 1er août au 15 novembre, l'ONUSAL a été saisie de 47 plaintes pour violations des droits de l'homme comportant des indices ou des éléments de preuve – statut de la victime, méthodes utilisées ou caractéristiques matérielles de la violation considérée – suggérant une motivation politique. Il importe que, dans le cadre des enquêtes menées sur ces affaires, la motivation politique soit considérée comme une hypothèse raisonnable qui permette soit de déterminer les mobiles, soit d'élargir suffisamment le champ d'investigation pour dissiper tout doute concernant les faits. Parmi ces affaires, on compte 10 exécutions arbitraires ou extrajudiciaires (José Santos Vásquez, Oscar Grimaldi Gutiérrez, Rafael A. Nolasco Acosta, Angel Alfaro Enríquez, Francisco Velis Castellanos, Joel Antonio Hernández, Medardo Brizuela Hernández, Odil Miranda, Manuel de Jesús Acevedo, Eleno Castro Guevara); trois tentatives d'exécution arbitraire (Humberto Solórzano Cerén, Osmín Machado et José Gabriel Quintanilla); 14 menaces de mort (Francisco Lima, José María Méndez, membres de la Fondation du 16 Janvier (Fundación 16 de Enero), René Mercadel Perla Jiménez, Israel Aguilar Payés, José Alberto Morales, José Francisco Valdez, membres des Forces populaires de libération de San Miguel, Porfirio Pérez, Miguel Angel Hernández, Enrique Ardón Martínez, José Tránsito Alas Regalado, Agustín Barrera, Oscar Manuel Ortiz, Jesús Amado Pérez Marro, Celina Yolanda Díaz García, Lorena Peña Mendoza, Luis Enrique López Díaz, José Antonio Cornejo et Mario García Cortés); neuf actes d'intimidation (Francisco Arévalo, Reinaldo Castaneda, Nélida Elizabeth Martínez, Nelson Napoleón García, Fredy Rosas Alvarado, José A. Rivera Velázquez, Carolina Guardado et deux des membres du FMLN de Santa Tecla et de Soyapango); une détention arbitraire (Luis Antonio Menjívar); un cas de mauvais traitements (Walter Gómez); deux cas de séquestration (Medardo Alfredo Quijano Arriola et José Alberto Orellana); et un cas de violation du droit de libre association concernant plusieurs maîtres d'école. Dans certains cas, comme celui d'Eleno Castro (alias Comandante Carmelo), l'enquête conclura

/...

peut-être à l'absence de mobiles politiques. Cependant, la motivation politique ne saurait être exclue a priori mais seulement avec pièces à l'appui. Il y va de la transparence de l'enquête et de sa crédibilité.

12. Ces actes de violence sélective ont eu un retentissement politique indéniable dans la vie nationale. Ils ont eu de profondes répercussions tant sur l'évolution de la situation des droits de l'homme que sur certains aspects importants des accords de paix et des recommandations de la Commission de la vérité relatifs à la protection des droits de l'homme dont l'application se heurte à des obstacles ou n'a pas encore fait l'objet des décisions nécessaires.

13. La série d'affaires évoquée dans les paragraphes précédents illustre l'ampleur et la gravité de la dégradation de la situation des droits de l'homme en El Salvador : la violence politique est en train de resurgir, avec notamment les activités des groupes armés illégaux connus dans le pays sous le nom d'"escadrons de la mort", ce phénomène coïncidant d'un côté avec le début de la campagne électorale et de l'autre avec la fin de l'application des accords de paix et du déploiement de l'ONUSAL comme institution internationale chargée d'en assurer la vérification. Il est encourageant cependant de constater que le Gouvernement, non content de condamner ces agissements, a pris une série de décisions montrant que le Président de la République a la volonté politique de faire enquêter sur chaque affaire et de punir les coupables. L'initiative du Gouvernement tendant à ce que des unités de police judiciaire des États-Unis, du Royaume-Uni et d'Espagne collaborent aux enquêtes, ainsi que l'accueil favorable qu'il a réservé à la suggestion du Secrétaire général concernant la création d'un groupe d'enquête sur les groupes illégaux armés, sont des preuves concrètes de sa volonté de faire la lumière dans ce domaine.

14. Les élections prévues pour le mois de mars 1994 constitueront une étape décisive dans l'histoire du pays et dans le processus d'application des accords de paix. Pour la première fois dans l'histoire politique d'El Salvador, des élections se dérouleront dans les conditions de régularité qu'implique l'État de droit, sans que soient exclus aucun groupe social ni aucun mouvement politique, et sous la vérification internationale de l'ONU. Le résultat du scrutin, quel qu'il soit, consacrera dans la pratique le nouveau système politique et institutionnel issu des accords de paix. La transparence avec laquelle les autorités compétentes organisent actuellement le processus électoral constitue une garantie qui devrait avoir son pendant dans le domaine des droits de l'homme.

15. Dans ce contexte, la violence actuelle, dont le caractère politique est évident, et l'activité des "escadrons de la mort" n'opposent plus, comme par le passé, de larges catégories sociales et de vastes regroupements politiques. Il ne s'agit plus de la violence des années 80 qui voyait un groupe défendre le système en place tandis que l'autre se battait pour le transformer. Les accords de paix et les réformes constitutionnelles, politiques et institutionnelles que les parties au conflit sont convenues de mettre en oeuvre, avec l'appui de toutes les autres tendances politiques, ont précisément mis fin à cette situation.

/...

16. La violence actuelle est bien plutôt dirigée contre le régime démocratique, que le Gouvernement et le FMLN, avec le soutien de toutes les forces politiques, ont décidé d'adopter pour réaliser l'État de droit et édifier une démocratie viable et stable. En ce sens, les actes de violence politique commis pendant la période à l'examen manifestent l'intolérance de certains groupes marginaux qui se dressent contre la nation salvadorienne tout entière, contre l'ensemble des forces politiques nationales et contre le projet démocratique des accords de paix. C'est pourquoi la Division des droits de l'homme doit affirmer que les vérifications auxquelles elle a procédé dans le cadre des enquêtes sur les cas énumérés plus haut n'ont rien révélé qui tende à accréditer l'idée que l'État ait pu être impliqué dans les violations considérées. Elle peut donc affirmer que les pouvoirs publics ne sont pas compromis et que la logique de cette violence sélective paraît au contraire dirigée contre l'ensemble des forces politiques démocratiques, y compris le Gouvernement, qui, étant partie aux accords de paix et tenu d'honorer les obligations contractées à ce titre, a pris des mesures historiques, de concert avec le FMLN et les autres forces politiques du pays, en vue de créer progressivement un système politique véritablement démocratique qu'assoie l'État de droit.

17. Le rejet de la violence politique a pris une ampleur nationale qui conforte cette interprétation de la situation. Il a été unanime dans tout le pays et a réuni le Gouvernement, les partis politiques, l'Église catholique, les organisations non gouvernementales, les syndicats de travailleurs et les organisations patronales. Alors même que prenait forme ce multiple et massif mouvement d'opinion contre le retour de la violence politique, le Secrétaire général, dans une lettre adressée le 3 novembre 1993 au Conseil de sécurité, écrivait, au sujet du cas Velis, qu'il avait appris le 25 octobre "avec consternation et une profonde tristesse l'exécution d'un des dirigeants du FMLN, à la manière des escadrons de la mort" et constatait que les meurtres de Francisco Ernesto Velis et Eleno Castro s'ajoutaient à d'autres actes de violence et violations des droits de l'homme commis au cours des mois qui avaient précédé, ce qui donnait à craindre que les groupes illégaux n'aient repris leurs activités. Résumant l'effet de ces meurtres, le Secrétaire général faisait observer qu'ils avaient "détérioré le climat politique et sapé la confiance dans le processus de paix" (S/26790, par. 87).

18. Quelques jours plus tard, du 8 au 11 novembre 1993, M. Marrack Goulding, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, s'est rendu en El Salvador afin de participer à l'élaboration du mécanisme d'enquête sur les groupes armés illégaux recommandé par le Secrétaire général dans son rapport au Conseil de sécurité. La création de ce mécanisme répond au désir de tous les Salvadoriens que la lumière soit faite sur les activités de ces groupes et que les responsables soient punis, en témoignage salubre de la vigueur du processus démocratique et de la toute-puissance de la loi dans l'État de droit.

19. En même temps que se dégagait en El Salvador un consensus national sur la nécessité d'interdire tout acte de violence politique et de procéder dans les meilleurs délais à une enquête indépendante sur les activités des groupes armés illégaux, la communauté internationale a fait connaître sa vive inquiétude devant les événements qui secouaient le pays au mois d'octobre et dénoncé les conséquences que la violence politique pourrait avoir sur l'application des

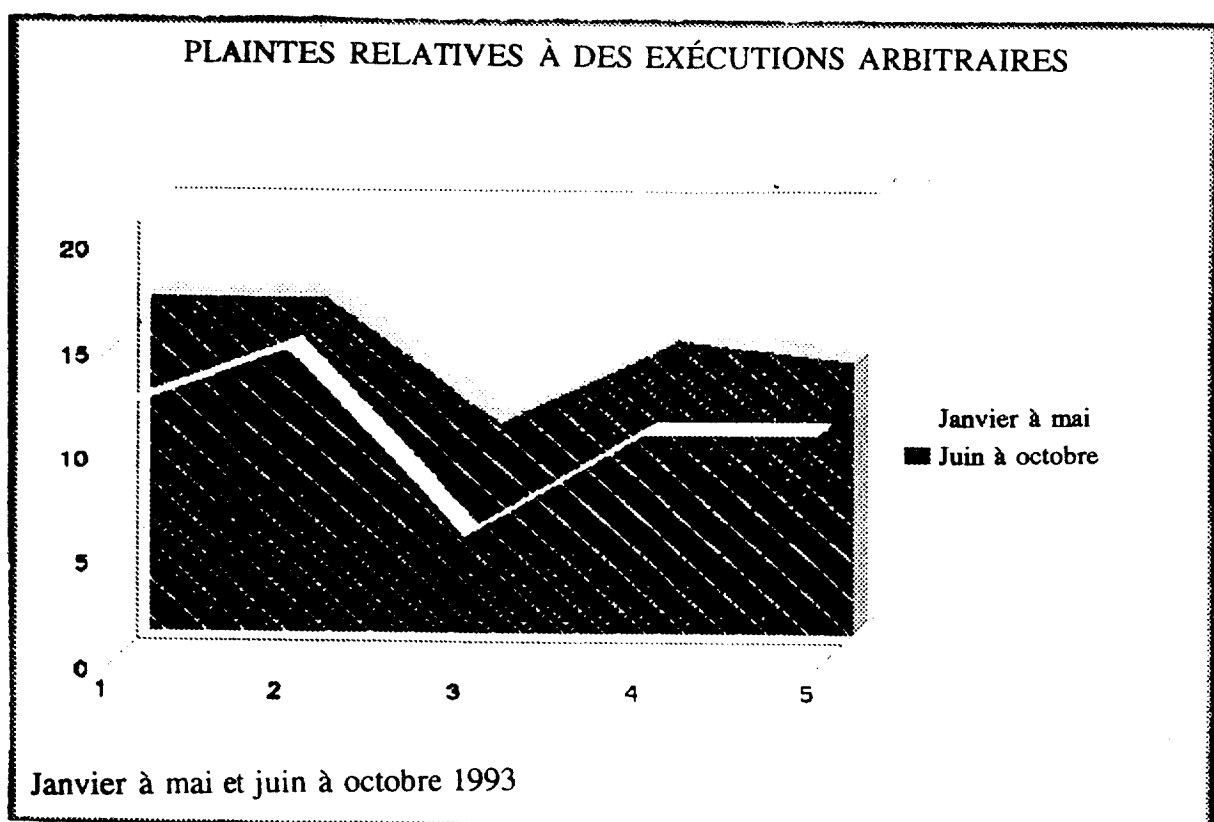
/...

accords de paix. Il est incontestable qu'il existe un lien entre les actes de violence énumérés plus haut et les difficultés qui ont fait obstacle ces derniers mois à l'application des recommandations de la Commission de la vérité et des accords restant à mettre en oeuvre. C'est là du reste l'origine d'un très large mouvement d'opinion, qui exige que les accords de paix et les recommandations de la Commission de la vérité soient plus activement appliqués, dans le cadre d'un processus qui fasse appel à tous les moyens légaux et institutionnels pour exercer, énergiquement s'il le faut, la légalité démocratique en vue d'éliminer la violence.

## II.2 EXAMEN DE LA VÉRIFICATION ACTIVE DE LA SITUATION RELATIVE AUX DROITS DE L'HOMME

### A. Droit à la vie

20. Au cours de la période considérée, les violations du droit à la vie se sont aggravées et la vie politique du pays a été marquée par de nombreux actes de violence. L'État et la société civile se doivent donc de réagir afin de préserver les conditions objectives et subjectives nécessaires à la protection de la vie, de la sécurité et de l'intégrité des personnes. Cette situation met à nouveau en évidence le problème de l'impunité. Les meurtres de Francisco Ernesto Velis, d'Eleno Castro, de Sebastián Araniva Salamanca et d'autres personnalités politiques du pays ne doivent ni ne peuvent rester impunis sans que la légitimité démocratique et le rôle de l'État en tant que garant de la légalité ne soient gravement compromis.



/...

21. Le Gouvernement a réagi en créant une commission interinstitutions chargée d'enquêter sur les plaintes relatives à des exécutions extrajudiciaires ou arbitraires pour lesquelles on dispose d'indices ou de preuves de l'existence de mobiles politiques ou d'une participation directe ou indirecte d'agents de l'État. Un groupe interinstitutions d'enquête a été constitué au sein de cette commission, qui est actuellement chargé, entre autres choses, de l'enquête sur les meurtres d'Ernesto Velis et d'Eleno Castro. La Commission est présidée par le chef de cabinet et comprend des représentants du Procureur général, de la police nationale civile, de la Commission d'enquête criminelle, de l'Organisme de renseignement d'État et de la Commission des droits de l'homme auprès de la présidence de la République. Pour les enquêtes sur les assassinats des commandants Castro et Velis, la Commission bénéficie en outre de l'assistance d'unités de police envoyées par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Espagne.

22. Depuis la publication du sixième rapport de la Division des droits de l'homme, le Directeur de la Division a établi, à la suite de contacts directs avec l'équipe du chef de cabinet, qu'il était nécessaire de disposer d'un mécanisme indépendant chargé de procéder à des enquêtes sur les exécutions extrajudiciaires ou arbitraires. Dans un premier temps, comme on le précisait dans le septième rapport, le Gouvernement a indiqué qu'il serait difficile de faire mener les enquêtes par une commission ad hoc plutôt que par les organes institutionnels existants. S'en tenant au fait de sa recommandation, l'ONUSAL, comptant que la volonté politique exprimée par le Gouvernement permettrait un travail d'enquête efficace, a accepté qu'un mécanisme consultatif soit mis en place, celui-ci s'étant cependant avéré inefficace, la Division des droits de l'homme a réaffirmé, à l'occasion de contacts directs avec le Gouvernement, qu'il était urgent de créer la commission d'enquête indépendante et efficace voulue pour que la population puisse à nouveau se fier à l'État dans ses fonctions d'enquête et de justice.

23. La création de la commission interinstitutions d'enquête représente indéniablement un progrès par rapport au mécanisme consultatif et traduit une volonté politique de tirer les faits au clair. Néanmoins, sans parler des enquêtes en cours et sans préjuger en aucune façon des résultats auxquels elle espère les voir aboutir, la Division des droits de l'homme se doit de signaler que la composition de la Commission n'en garantit pas l'objectivité indispensable. Celle-ci comprend en effet des représentants des instances politiques de l'État et des organismes d'enquête criminelle, mais aucun représentant du Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, que la Constitution investit de vastes attributions de nature quasi judiciaire en matière d'enquête sur les violations des droits de l'homme. À cet égard, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité le 29 octobre que la Commission interinstitutions "ne répondait pas aux critères fixés par l'ONU au sujet des enquêtes sur les exécutions sommaires" (document S/26790, par. 11), mais que, néanmoins l'ONUSAL, dans l'exercice de sa fonction d'observation, avait suivi de près les travaux de la Commission.

24. Afin de garantir l'indépendance de la Commission interinstitutions, il faudra en modifier la composition conformément à la recommandation formulée par la Division des droits de l'homme et aux règles et critères établis par l'Organisation des Nations Unies pour les enquêtes sur les exécutions

/...



extrajudiciaires. Devraient en fait y siéger des représentants de la Police nationale civile, du Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme et du Bureau du Procureur général, ainsi qu'un représentant du Comité national de coordination pour les droits de l'homme. À agir en ce sens, le Gouvernement montrerait qu'il se fie à l'État et à la société et qu'il est résolu à traduire les assassins en justice. L'existence d'une instance qui serait chargée de protéger à la fois la vie de chacun et la légalité, et dont les citoyens reconnaîtraient l'efficacité et la légitimité, constituerait par ailleurs un facteur de stabilité sociale et politique propre à assurer la légalité et la neutralité indispensables au processus électoral en cours.

25. La Division des droits de l'homme a également appelé l'attention sur les règles et procédures recommandées par l'Organisation des Nations Unies en vue de prévenir les exécutions arbitraires ou extrajudiciaires et d'enquêter sur celles-ci, notamment celles contenues dans les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, ainsi que dans la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir.

1. Décès imputables à la violation des garanties juridiques et exécutions sommaires, arbitraires ou extrajudiciaires

26. Au cours de la période considérée, 36 plaintes pour décès imputables à des exécutions extrajudiciaires ont été reçues, contre 43 pour la période précédente. Contrairement à ce que l'on pourrait déduire de la diminution du nombre de plaintes déposées, la situation s'est gravement détériorée sur le plan qualitatif, ce eu égard au choix des victimes, à l'augmentation considérable du nombre de cas pour lesquels on dispose d'indices ou de preuves qu'il s'agit d'assassinats politiques, aux méthodes utilisées et au sujet de préoccupation que constituent les méthodes d'enquête à certains égards.

27. L'annexe au présent rapport contient une synthèse des résultats de la vérification active des principales plaintes reçues. En raison de leurs répercussions sur le plan politique, certaines affaires, dont le meurtre des ex-commandants Velis et Castro, continuent d'être examinées par la Commission interinstitutions récemment créée. Celle-ci n'avait pas rendu ses conclusions au moment où le présent rapport a été établi. En application de l'Accord de San José, la Division des droits de l'homme poursuit, elle aussi, ses activités de vérification active concernant les affaires en question et publiera le résultat de ses travaux dès qu'elle les aura menés à bien.

28. Le 18 août 1993, une plainte a été reçue au sujet de l'exécution sommaire d'Oscar Grimaldi, membre du FMLN participant aux activités logistiques des Forces populaires de libération (FPL). L'intéressé avait été assassiné le jour même par des inconnus qui l'avaient abordé dans un restaurant et l'avaient tué par balle à Santa Tecla. L'enquête a permis d'établir l'identité présumée du coupable. Le 25 octobre, après que des fonctionnaires de la Division des droits de l'homme eussent, en vain, demandé à la Commission d'enquête criminelle d'appréhender le suspect pour le confronter avec les témoins du crime, le Directeur de la Division s'est rendu au siège de cet organisme et a insisté

/...

auprès des autorités pour qu'elles l'arrêtent sans attendre, l'ONUSAL ne pouvant garantir indéfiniment la validité des informations relatives à son lieu de résidence.

29. La Commission d'enquête criminelle a répondu qu'elle n'avait pas appréhendé le suspect car elle n'avait pas encore reçu le mandat d'arrêt. Celui-ci lui était parvenu le jour même et elle procéderait à l'arrestation le lendemain, 26 octobre. À l'aube du 26, l'assassin présumé, Salvador Guzmán, a été retrouvé, tué par balle, dans le quartier de San Salvador dit "Los Planes de Renderos". Le cadavre n'a pas été immédiatement autopsié, du fait des craintes suscitées par l'information selon laquelle Salvador Guzmán avait souffert du sida. Il a par la suite été ordonné d'exhumer le cadavre et de procéder à une autopsie, laquelle devait être vérifiée par l'ONUSAL. Les juristes de la Mission qui avaient été chargés de la vérification ont été informés que l'autopsie aurait lieu à une certaine date, plusieurs jours avant laquelle elle a en fait été effectuée. L'assassin présumé de Salvador Guzmán, qui aurait été identifié, n'a toujours pas été appréhendé.

30. La Division des droits de l'homme de l'ONUSAL est extrêmement préoccupée par cette affaire, ce en premier lieu, parce qu'elle y décèle des pratiques de plus en plus courantes; en raison, en deuxième lieu, du retard avec lequel le mandat d'arrêt a été délivré; et, en troisième lieu, parce que le décès du coupable présumé peut à nouveau conduire à une situation d'impunité dans un cas d'exécution arbitraire important par le statut politique de la victime et les circonstances du meurtre ainsi que ses répercussions sur la vie politique du pays.

31. Il est évident que l'État manque gravement à son devoir de garantie dans des situations de ce genre, les règles élémentaires de l'enquête criminelle n'étant pas respectées, ni non plus celles garantissant une procédure régulière, y compris, le cas échéant, l'autopsie. L'impunité du ou des coupables qui s'ensuit constitue, en l'état actuel des choses, la principale menace au droit à la vie.

32. Francisco Arturo Pleitez Lemus, juge No 1 du tribunal de police criminelle à San Salvador, âgé de 49 ans, a été poignardé par des inconnus qui l'attendaient, devant chez lui le 3 septembre 1993. Ce meurtre a remis le problème de la sécurité des juges à l'ordre du jour. Les enquêtes menées à ce stade n'ont permis ni de déterminer le mobile du crime ni d'identifier les coupables.

33. Angel Alfaro Henríquez, 56 ans, agriculteur, responsable des Forces populaires de libération-FMLN dans le hameau de Chilamas, canton de San Francisco El Jiote, commune de Zaragoza, département de La Libertad, a été assassiné le 4 septembre 1993, à son domicile, par deux individus qui l'ont blessé par balle avant de l'achever à coups de machette. Les assassins, en uniforme militaire, l'un le visage masqué d'un foulard caractéristique du FMLN, étaient arrivés vers 20 heures. L'homme au foulard était armé d'une machette, l'autre d'une carabine vingt-deux long. La victime se trouvait avec sa compagne, Marta Gutiérrez, qui tenait l'un des petits fils d'Angel Alfaro Henríquez, âgé de 11 mois, dans les bras, et un voisin, Herminio Platero. Les

/...

agresseurs ont braqué la carabine sur ce dernier, l'ont immobilisé, l'ont ligoté et lui ont bandé les yeux. Ils ont ensuite immobilisé Alfaro Henríquez, qu'ils ont également ligoté et à qui ils ont bandé les yeux, en l'informant qu'ils étaient venus pour le tuer; alors qu'il était immobilisé au sol, ils ont en effet commencé à lui tirer dessus à bout portant. Le blessé s'est dirigé vers l'agresseur masqué et lui a dit qu'il le reconnaissait. Celui-ci a alors ordonné à son comparse d'achever la victime, ce qui a été fait à coups de machette. Marta Gutiérrez affirme catégoriquement avoir reconnu l'homme au foulard, soit Francisco Ramírez, membre de la police navale du port de La Libertad, qui rendait fréquemment visite au couple.

34. José Santos Vásquez, membre du FMLN de Acajutla, a été exécuté le 14 septembre 1993 par cinq individus armés en uniforme qui l'attendaient à proximité de son domicile. Une heure avant, environ, les intéressés avaient fouillé la demeure ainsi qu'une maison voisine et avaient contraint les habitants à rester à l'intérieur, couchés. L'enquête judiciaire menée par le juge de paix d'Acajutla et les activités de vérification de l'ONUSAL ont conduit à présumer qu'un individu qu'auraient peut-être animé des mobiles politiques se serait assuré le concours d'agents de la Police nationale pour commettre ce crime.

35. Francisco Veliz Castellanos, membre du comité politique du Parti révolutionnaire des travailleurs d'Amérique centrale (PRTC), membre du Conseil national du FMLN, candidat à un siège de député suppléant aux élections législatives, ex-commandant de l'Armée nationale pour la démocratie pendant le conflit armé et chargé des relations publiques à l'Association salvadorienne pour la paix et la démocratie, a été assassiné le 25 octobre 1993 au 39, Avenida Norte à San Salvador, à proximité du jardin d'enfants "Centro de Desarrollo Infantil" où il venait d'accompagner sa fille cadette. Le cadavre a été trouvé couché sur le ventre, moitié sur la chaussée, moitié sur le trottoir. Des fragments de cerveau et des éclats d'os étaient dispersés dans un rayon de 6 à 8 mètres.

36. Étant donné qu'il n'a pas été trouvé de "marque" sur le cadavre et qu'aucun témoin n'a déclaré avoir clairement entendu de coups de feu, l'arme du crime pourrait avoir été équipée d'un silencieux, dispositif dont les policiers indiquent qu'il retient la poudre, empêchant la formation d'une marque. Le faible bruit perçu par certains témoins s'expliquait par le fait que le silencieux était de fabrication artisanale. La rapidité d'exécution, l'organisation et l'efficacité de cet acte criminel, auxquelles s'ajoutent le fait que les auteurs du crime n'ont dérobé aucun des biens de la victime, pas même son véhicule dont les clefs se trouvaient dans l'une des poches de son pantalon, ainsi que certains détails (les assassins avaient changé de chemise) semblent indiquer que l'objectif des agresseurs était bien de tuer. En outre, compte tenu du statut politique de la victime, des modalités et de l'efficacité de l'agression, du lieu et des circonstances dans lesquels s'est déroulé le crime, des témoignages recueillis et du type d'arme utilisé, l'hypothèse de l'assassinat politique est à ce stade la plus plausible.

37. Eleno Castro, dirigeant du FMLN, ancien commandant de l'ERP et chargé du programme de redistribution des terres du FMLN, a été assassiné le 30 octobre 1993 au kilomètre 73 de la route du littoral. Ce matin-là, il avait

/...

quitté San Salvador pour se rendre à Usulután où il devait participer à une réunion consacrée à la question des terres. Vers 9 heures, pendant une manoeuvre de dépassement, sa voiture est entrée en collision avec une autre voiture qui roulait dans la même direction. La victime est sortie de sa voiture, tout comme un homme et une femme qui se trouvaient dans l'autre véhicule. Selon les témoins, parmi lesquels il y a des mineurs d'âge qui se trouvaient près de là, une discussion aurait éclaté et l'individu identifié comme un agriculteur de la région aurait fait usage d'une arme à feu et atteint Eleno Castro de trois balles, alors que celui-ci était en train de noter le numéro d'immatriculation du pick-up dudit individu.

38. Le tribunal a ordonné la mise en détention provisoire de la femme qui conduisait la voiture qui est entrée en collision avec celle de la victime. Il s'agit de Mme Marina Isabel García de Rivas. Son passager, que l'on soupçonne d'avoir tiré les coups de feu, est en fuite. Il s'agit de son frère, Juan Arnoldo García. La version des faits donnée par Marina Isabel García ne coïncide pas avec celle des témoins rapportée plus haut. Elle a déclaré au juge qu'elle était seule dans sa voiture, qu'elle avait été interceptée par deux hommes qui avaient pris place dans la voiture et avaient donné la chasse à la voiture de la victime, qu'ils avaient provoqué la collision et ensuite exécuté Eleno Castro. Le juge est en train d'examiner ce témoignage, car il ne correspond pas à celui de témoins qui se trouvaient sur les lieux, et l'on relève des contradictions. Dans l'ensemble, les conclusions du Groupe d'enquête interinstitutionnel, selon lesquelles il s'agirait d'un crime fortuit commis à la suite d'une altercation entre automobilistes et Juan Arnoldo García serait le meurtrier présumé, coïncident avec les conclusions de l'enquête menée par l'ONUSAL. Cependant, seules la vérification par la justice du témoignage de Marina Isabel García et l'arrestation de Juan Arnoldo García permettront d'établir de manière définitive les faits et le mobile du crime. Dans cette affaire comme dans celle concernant Francisco Ernesto Velis, la décision du Gouvernement de demander l'assistance technique du FBI, de Scotland Yard et de la police espagnole a contribué à faciliter l'enquête.

39. A l'aube du 2 novembre, M. Sebastián Araniva Salamanca, quatrième conseiller municipal adjoint de Chinameca et membre de l'Alianza Republicana Nacionalista (ARENA), parti au pouvoir, a été abattu à son domicile par cinq individus armés de mitraillettes, dont deux portaient un uniforme militaire et un arborait les insignes de la troisième brigade (San Miguel). Leur forfait accompli, les individus ont fouillé la maison et emporté des appareils électroménagers et d'autres objets de valeur. M. Celestino Antonio Cerna Linares, ancien maire de Candelaria de la Frontera et membre du Comité exécutif de l'ARENA dans cette ville, a été assassiné à l'aube du 13 novembre dans son exploitation agricole située dans le canton de Casas de Teja. Vers 5 h 30 du matin, la victime est arrivée en voiture à l'étable de la ferme. Alors qu'elle descendait du véhicule, elle a essuyé des coups de feu tirés par au moins deux individus. Elle a essayé vainement de dégainer son arme et a été atteinte de quatre balles en différents endroits du corps. Les individus ont emporté son portefeuille et son revolver et se sont enfuis à bord de sa voiture qui a été retrouvée plus tard, abandonnée au bord de l'ancienne route reliant Santa Ana à San Salvador. Une enquête a été ouverte par le juge de paix de Candelaria de la Frontera et une autre par le juge No 2 du tribunal correctionnel de Santa Ana.

/...

40. Le 22 novembre, vers minuit, Marvin Alexis García Urbina, frère du maire d'El Rosario (département de Morazán), membre de l'ARENA, et sa femme, Rosa Albertina Luna, ont été réveillés par des inconnus qui cernaient leur maison située dans la localité de San Simón de Morazán. Selon un témoin qui se trouvait sur les lieux, un de ces inconnus était Marco Tulio Lima, qui a tué la victime en lançant une grenade dans sa direction. Lima, qui a été arrêté, affirme être le chef de la section locale du Movimiento Auténtico Cristiano (MAC).

41. Les plaintes pour exécution arbitraire, même lorsqu'elles sont rapidement suivies d'une enquête policière, restent généralement sans résultat, faute pour la justice de pouvoir identifier les coupables ou, lorsqu'elle y parvient, de s'assurer de leur personne. Ceci est particulièrement préoccupant dans les cas où, du fait de l'engagement politique de la victime, il est permis de fonder l'enquête sur l'hypothèse que le crime a un mobile politique. Les cas de Francisco García Grande (voir VIII, rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme, document S/26416, p. 34), Eleno Castro et Oscar Grimaldi peuvent être considérés comme représentatifs, l'identification des coupables n'ayant pas été suivie de leur capture. Le cas Grimaldi est particulièrement grave, car la responsabilité de l'État est engagée dans le fait que le présumé coupable n'a pas été arrêté, avant d'être à son tour assassiné.

42. Dans ce cadre, la Division des droits de l'homme a entrepris d'étudier les cas d'impunité, notamment les cas d'exécutions arbitraires dans lesquels on ne peut écarter a priori l'hypothèse d'un mobile politique ou qui portent la marque du crime organisé. Dès le stade préliminaire, cette étude révèle que le nombre de cas impunis ne diminue pas et que cela continue d'être un des principaux problèmes que la justice doit affronter, elle qui est aux prises avec les violations des droits de l'homme et un déchaînement de violence inquiétant. Le tableau ci-après est révélateur à cet égard.

Taux d'impunité	
Cas étudiés (94) .....	100,00 %
Responsables identifiés .....	53,00 %
Responsables non identifiés .....	47,00 %
Arrestation des coupables présumés .....	8,52 %
Ouverture d'une procédure judiciaire .....	57,44 %
Non-lieu ou acquittement .....	40,42 %
Condamnation et prononcé d'une peine .....	1,07 %

43. Ces chiffres, même s'ils sont donnés à titre préliminaire et appellent des précisions, permettent cependant de se faire une idée générale de la gravité du problème de l'impunité. Selon la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL, il s'agit là de la cause essentielle de l'augmentation des cas de violation des droits de l'homme et de la violence qui agite le pays.

/...

## 2. Tentatives d'exécution arbitraire ou extrajudiciaire

44. Le registre statistique montre l'inscription de 10 plaintes pour tentative d'exécution arbitraire, soit une de plus que pour la période précédente. Ces tentatives, qui sont des actes perpétrés sans que la volonté de causer la mort de la victime soit suivie d'effet, peuvent être assimilées à des exécutions extrajudiciaires et contribuent à créer une situation qui représente une menace permanente contre le droit à la vie. Pendant la période considérée, on a enregistré quatre tentatives d'exécution arbitraire ou extrajudiciaire dans lesquelles l'existence d'un mobile politique a été établie ou peut être présumée. Il s'agit des cas d'Humberto Solórzano Cerén, Osmín Machado, José Gabriel Quintanilla (cas particulièrement grave en raison du niveau de violence exercé) et David Gilberto Vásquez Cea. Trois des victimes appartiennent au FMLN et une des victimes dirige l'Asociación de Desmovilizados de la Fuerza Armada (ADEFAES).

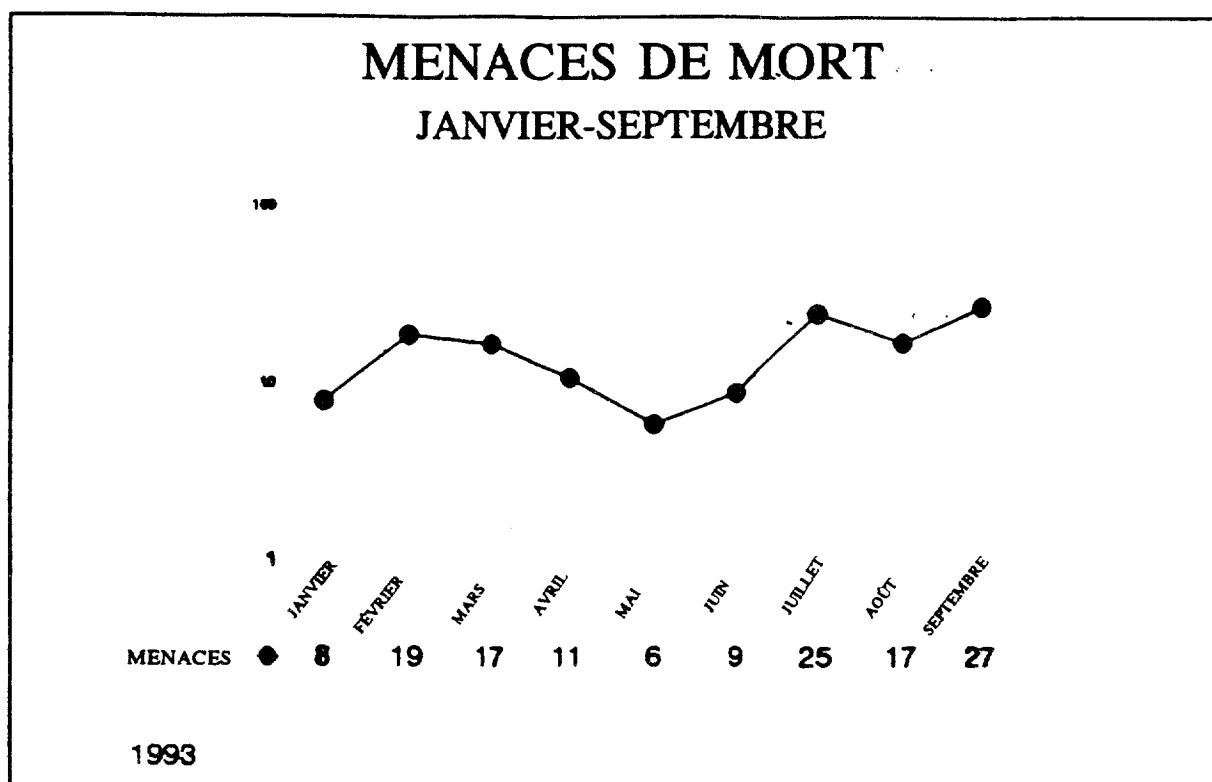
45. Le 3 novembre 1993, José Gabriel Quintanilla, coordonnateur du FMLN pour la commune de San Jorge (département de San Miguel), est tombé dans une embuscade tendue par trois individus qui l'attendaient à la sortie de sa maison. Ils ont proféré des menaces, l'ont malmené, puis ont pris la fuite sans lui dérober aucun objet de valeur. La veille des faits, M. Quintanilla avait coordonné les travaux de la section locale du FMLN.

46. Humberto Antonio Solórzano Cerén, membre du comité directeur de l'Asociación de Desmovilizados de la Fuerza Armada (ADEFAES), ancien soldat de la 2e brigade d'infanterie, a été victime d'une tentative d'exécution arbitraire, le 9 octobre 1993. Ce jour-là, alors qu'il rentrait chez lui par l'ancienne route reliant Santa Ana à San Salvador, il a été atteint de quatre balles de calibre 22 tirées à bout portant par trois individus qui, après lui avoir dérobé tous les documents relatifs à l'association qu'il dirigeait, l'ont abandonné au bord de la route. Il doit d'avoir eu la vie sauve à son transport rapide à l'hôpital de Santa Ana où il a subi une intervention chirurgicale. Toutes les recherches menées pour retrouver les auteurs de cet attentat ont été infructueuses à ce jour. La victime attribue l'attentat à ses activités au sein de l'ADEFAES, où elle avait dénoncé publiquement le fait que les soldats démobilisés ne percevaient pas les avantages sociaux auxquels ils avaient droit. D'autres membres de l'ADEFAES ont accusé les services de sécurité de la FAES. Le matin même de l'attentat, la victime avait été l'objet de menaces à la caserne de la 2e brigade d'infanterie de Santa Ana.

## 3. Menaces de mort

47. Comme on l'a signalé à plusieurs reprises dans les rapports de la Division des droits de l'homme, les menaces de mort, qui constituent une violation du droit à la vie, n'ont jamais cessé dans le pays et ont tendance à devenir plus nombreuses. On constate une augmentation quantitative, qui semble liée au début de la campagne électorale, ce qui a pour effet de détériorer la situation du point de vue qualitatif, les menaces de mort étant à présent proférées contre des candidats et des personnalités politiques. Ces cas, bien qu'ils soient encore isolés, doivent néanmoins inciter les autorités à réfléchir aux mesures qui s'imposent d'urgence pour instaurer un climat électoral où soit garanti le respect de la loi, de la vie et de l'intégrité physique des candidats.

/...



48. José Antonio Cornejo, membre des FPL depuis leur création et candidat du FMLN à la mairie de San Juan Nonualco, a trouvé chez lui, le 11 novembre 1993, un billet signé de l'Ejército Salvadoreño Anticomunista ("ESA") qui le menace de mort au cas où il maintiendrait sa candidature. Le billet précise que le maintien de cette candidature risque d'avoir des conséquences graves pour sa famille et qu'en outre, "en cas d'accident, les terroristes des FPL se feront un plaisir de présenter à la population un martyr de l'escadron de la mort".

49. A l'aube du 3 septembre 1993, plusieurs inconnus se sont introduits dans l'immeuble où le Parti communiste a son siège, à l'adresse 8a Avda. Norte, 1-1 de Santa Tecla (La Libertad). Selon les indices recueillis, au moins trois personnes ont escaladé la façade principale de l'immeuble contigu au siège du PC, sont descendues par l'escalier et, pendant que l'une d'elles faisait le guet, les autres ont sauté dans le patio intérieur du siège du PC, brisé des vitres de la salle de bains et pénétré à l'intérieur de l'immeuble. Elles ont visité toutes les pièces, ouvert les tiroirs et fouillé les archives. Elles ont forcé le secrétaire qui se trouvait dans le bureau, mais n'ont pas touché à l'argent qu'il contenait.

/...

## B. Droit à l'intégrité de la personne

### 1. Tortures

50. Entre août et octobre, quatre plaintes pour tortures, toutes présentées au mois de septembre, ont été déclarées recevables; ce chiffre est le plus élevé de toute l'année. Dans la plupart des cas, les responsables sont des membres de la police nationale. Ces tortures n'étaient pas inspirées par des motifs politiques, mais visaient plutôt à obtenir des aveux de culpabilité de la part des victimes ou à tirer d'elles des renseignements dans le cadre de la lutte contre le crime. Trois de ces quatre plaintes ont été vérifiées : celle de Manuel de Jesús Hernández, torturé par la police nationale de San Miguel le 17 août; celle de Carlos Alberto Durán Córdoba, torturé en même temps que d'autres prisonniers par des membres du personnel de la prison de Mariona; celle d'Oscar Antonio Salguero, torturé par la police nationale civile le 22 octobre. Il est indispensable que les autorités de la police nationale, de la police nationale civile et de l'Unité de lutte contre le trafic de stupéfiants expliquent clairement à leurs subordonnés que tout acte de torture est illégal; il importe davantage encore que soient appliquées les sanctions prévues par la loi. Les cas de torture signalés dans les septième et huitième rapports de la Division des droits de l'homme sont toujours impunis à ce jour.

### 2. Mauvais traitements

51. Le nombre de plaintes pour mauvais traitements est légèrement inférieur à celui de la période précédente. Entre août et octobre, 39 plaintes ont été déclarées recevables, ce qui, à l'instar de celles enregistrées entre mai et juillet, marque une baisse sensible des niveaux atteints au cours des premiers mois de l'année. Il est indispensable, comme cela a déjà été souligné dans le huitième rapport, que la police nationale et la police nationale civile continuent d'appliquer des règles et des critères de conduite prohibant le recours aux mauvais traitements. Cette légère tendance à la baisse, si elle se confirme au cours des prochains mois, permettra peut-être d'augurer d'une tendance à la diminution progressive de ce type de violation. Le déploiement de la police nationale civile a sans doute joué un rôle important dans cette diminution relative des plaintes pour mauvais traitements.

## C. Droit à la sûreté de la personne

### 1. Disparitions forcées ou involontaires

52. El Salvador, au temps du conflit, était un des pays où le taux des disparitions forcées ou involontaires était particulièrement élevé. La disparition forcée est une violation qui généralement sous-entend la participation des organes ou des agents de l'État à des actes illégaux qui marquent une rupture profonde de l'état de droit. Cela étant, le fait qu'aucune disparition n'a été récemment vérifiée, bien que huit plaintes aient été reçues, témoigne de l'incidence positive qu'ont eue les accords de paix et les nouvelles institutions démocratiques, s'agissant de veiller à ce que les agents de l'État respectent la loi dans un domaine où les violations étaient graves et systématiques. Le fait que 16 mois se sont écoulés sans qu'aucune disparition forcée ou involontaire n'ait été vérifiée confirme cette tendance fort positive.

/...



## 2. Enlèvements et autres actes d'intimidation

53. Le nombre de plaintes pour enlèvement s'est élevé à six par rapport à cinq pour la période précédente. Il s'est agi principalement de l'enlèvement d'éleveurs de bestiaux et d'exploitants agricoles qui ont aussi été victimes d'agression et d'extorsion. Pendant la période considérée, 43 plaintes pour actes d'intimidation ont été déclarées recevables. On constate avec préoccupation qu'un grand nombre de ces plaintes émanent de personnes connues pour leur engagement politique ou de membres d'organisations professionnelles ou syndicales. À l'approche des élections, on commence à avoir recours aux menaces pour intimider l'adversaire, ce qui porte manifestement atteinte au libre exercice des droits politiques.

54. Medardo Alfredo Quijano Arriola et José Alberto Orellana ont été enlevés le 17 août 1993. L'un et l'autre sont d'anciens commandos urbains, spécialistes en matière de logistique, de l'Armée révolutionnaire du peuple (ARP) à Santo Tomás. Ils travaillent actuellement en tant que promoteurs de la santé à l'Asociación Salvadoreña de Promotores de Salud (ASPS) que dirige M. Miguel Orellana. En sortant de l'université luthérienne à Los Planes de Renderos, tous les deux ont pris un autobus jusqu'au cinéma Apolo à San Salvador, d'où un autre bus devait les amener chez eux à Santo Tomás. Vers 18 h 30, alors qu'ils essayaient de traverser une rue où le trafic était particulièrement dense, une voiture s'est approchée d'eux, un homme armé en est descendu et a forcé Quijano à entrer dans la voiture où il l'a poussé face contre terre. Orellana, à son tour, a subi le même sort. Une fois dans la voiture, on les a ligotés, on leur a bandé les yeux et on les a laissés à même le sol pendant qu'on les interrogeait et que la voiture roulait. Après un certain temps, la voiture s'est immobilisée devant une maison dans laquelle ils sont entrés et où l'interrogatoire s'est poursuivi, en présence de jeunes gens (à en juger par leurs voix). Ils n'ont pas été frappés ni maltraités. Au petit matin, on les a fait monter à nouveau dans la voiture pour ensuite les abandonner sur la route, après leur avoir ôté les bandeaux des yeux et les avoir détachés, en leur ordonnant de marcher sans se retourner. Ils ont obtempéré. L'interrogatoire comportait des questions telles que celles-ci : Que fait M. Miguel Angel Orellana Mendez? Les membres de l'ARP se réunissent-ils au siège de l'ASPS pour des réunions politiques? Que savez-vous des groupes militarisés à Guazapa? Travaillez-vous pour le parti? Les mobiles politiques de l'enlèvement semblent patents et la perspective du processus électoral ne fait qu'aggraver les choses.

### D. Droit à la liberté : détentions arbitraires

55. Les détentions arbitraires, qui sont des abus de pouvoir, continuent de se produire sans être sanctionnées comme il se doit. Les chances de succès des efforts déployés par l'ONUSAL pour coopérer avec la police nationale civile s'en trouvent gravement compromises. Ici encore, l'impunité rend vaines les tentatives faites pour contrôler la légalité des interventions de la police nationale. En outre, il existe dans les campagnes de lutte contre la violence de droit commun des forces d'inertie qui peuvent aller jusqu'à des violations du droit à la liberté. Pourtant, l'ordre du public, qui répond à un besoin du citoyen et est un devoir de l'État, peut être assuré par une politique de sécurité compatible, en droit et en fait, avec la nécessité pour la police de

/...

toujours respecter la légalité. Pendant la période considérée, on a enregistré 68 cas de détention arbitraire et un nombre moins élevé de détentions consécutives à des "bavures policières". Toutefois, ces chiffres ne traduisent ni la réalité ni l'ampleur du phénomène, car la plupart du temps la population s'abstient de dénoncer les détentions arbitraires, soit qu'elle doute de l'efficacité de l'administration de la justice, soit qu'elle craigne des représailles.

E. Liberté d'association et exercice effectif des droits syndicaux

56. S'il est vrai que la concertation sociale dans le cadre du Forum de concertation économique et sociale se heurte à des obstacles et à des difficultés, la Division des droits de l'homme a pu constater qu'il s'agit là d'un phénomène inhérent au rapprochement d'intérêts divergents. C'est pourquoi il serait utopique de concevoir un processus de concertation tripartite entre l'État, la société et l'entreprise qui serait exempt de difficultés, de tensions, voire de crises. Aussi doit-on juger de l'utilité de la concertation économique et sociale non pas au regard des problèmes posés mais bien plutôt en fonction de sa capacité d'isoler, de traiter et de résoudre lesdits problèmes par l'entente et le consensus.

57. Si les activités du Forum de concertation économique et sociale sont évaluées selon ces critères, on peut affirmer qu'elles ont été et sont généralement positives, et il faut rendre cet hommage à l'État, aux travailleurs et à l'entreprise privée qu'ils ont su, face à de réelles difficultés, persévérer dans le dialogue pour aplanir leurs divergences de vues et obtenir progressivement des résultats encourageants. Ainsi, le 25 août 1993, le Forum s'est dégagé de l'impasse où il se trouvait et s'est accordé sur un programme de travail axé sur la mise au point concertée de modifications à apporter à la législation du travail sans pour autant éluder la question en suspens de la ratification des conventions de l'Organisation internationale du Travail. Le programme de travail qui a été fixé prévoit l'élaboration d'un nouveau code du travail, de la loi organique du Ministère du travail et de la loi relative à la sécurité sociale.

58. L'ONUSAL et l'Organisation internationale du Travail n'ont cessé de collaborer à ce processus. La négociation d'un nouveau code du travail a beaucoup progressé, et il ne reste plus qu'à s'entendre sur les droits en matière de négociation collective et sur la liberté syndicale pour pouvoir disposer d'un nouveau code du travail qui soit conforme aux normes de l'Organisation internationale du Travail, qui garantisse les droits des travailleurs et les libertés syndicales et auquel la concertation dont il est issu confère la légitimité qui lui permettra de s'imposer comme un instrument juridique valide et efficace.

59. La décision des trois parties à la concertation économique et sociale de créer un conseil du travail au sein du Ministère du travail constitue un fait très important dont on a tout lieu de se féliciter. Ce conseil devrait, compte tenu de son caractère permanent et sa composition tripartite, être un mécanisme de concertation et de conciliation. Il aura les moyens et sera chargé de régler

/...

au mieux les diverses questions relatives au droit du travail, ce qui lui permettra d'assurer la stabilité indispensable à toute activité économique dynamique.

F. Droit au respect de la légalité

60. Dans ses précédents rapports, la Division des droits de l'homme a signalé avec objectivité la persistance de sérieuses lacunes dans l'administration de la justice, tout en soulignant que, de façon générale, la réforme judiciaire, qui n'était pas encore entrée dans sa phase décisive, progressait dans la bonne direction. La Cour suprême de justice a, dans diverses communications, exprimé son accord ou son désaccord avec les nombreuses vérifications effectuées par la Division des droits de l'homme. Toute vérification active appelle une réaction rapide et à point nommé de la part des institutions responsables, ou ayant compétence eu égard aux faits vérifiés. Il importe encore davantage d'ouvrir et de mener à terme les enquêtes administratives destinées à établir la responsabilité des fonctionnaires qui participent à l'administration de la justice, et de sanctionner en conséquence ceux d'entre eux qui sont reconnus coupables.

61. La Cour suprême de justice a réagi avec diligence, dans un grand nombre de cas, aux manquements de la part de juges signalés par la Division des droits de l'homme dans le cadre de la vérification active et a entamé sans retard les procédures administratives voulues. Il est à espérer que ceci débouchera sur l'application des sanctions pertinentes, ce qui n'a pas encore été le cas.

62. Le droit au respect de la légalité est tout ensemble un droit subjectif du citoyen et une garantie que l'État est tenu de lui assurer. C'est pourquoi la vérification dans ce domaine porte à la fois sur l'obligation de garantie qui incombe à l'État et sur le droit du citoyen d'exiger de celui-ci qu'il assume pleinement et de façon impartiale ladite obligation. Dans son septième rapport, la Division des droits de l'homme a présenté les résultats d'une étude sur les violations du droit au respect de la légalité et a constaté que "les principales catégories de droits auxquels il est porté atteinte concernent le droit d'être jugé par un juge compétent dans un délai raisonnable, le devoir qui incombe à l'État d'enquêter et de sanctionner, le droit d'être défendu et le droit de ne pas être soumis à contrainte"; dans ce même rapport figurent les résultats d'une étude réalisée par la Division sur les violations du droit au respect de la légalité imputables aux juges et il y est indiqué que "les résultats de cette étude permettent d'avoir un aperçu des différentes plaintes pour atteinte au droit de bénéficier d'une procédure régulière qui ne sont pas forcément imputables aux juges à titre personnel. En effet, il s'agit là d'un problème structurel d'administration de la justice, la transformation de l'appareil judiciaire étant dans les accords de paix l'une des conditions sine qua non de la mise en place d'un État de droit moderne".

63. Le processus de vérification des 56 plaintes signalées à l'ONUSAL au cours de la période considérée a révélé des irrégularités dans le fonctionnement de l'appareil judiciaire et, à nouveau, dans la majorité des cas (62,5 %), il s'agit d'atteintes au droit d'être jugé par un tribunal compétent, ce qui

/...

néanmoins représente un progrès par rapport aux résultats publiés dans la précédente étude où le pourcentage de ces atteintes s'élevait à 69,39 %. On trouvera dans le tableau ci-après le résultat des travaux de vérification :

VIOLATIONS DU DROIT AU RESPECT DE LA LÉGALITÉ		
(AOÛT, SEPTEMBRE ET OCTOBRE 1993)		
1.— 56 infractions vérifiées .....		100,00 %
2.— Droit d'être jugé par un tribunal compétent .....		62,50 %
3.— Refus d'ouvrir une enquête judiciaire .....		14,90 %
4.— Absence d'enquête judiciaire .....		2,94 %
5.— Application erronée de la loi .....		2,04 %

#### G. Droit à la liberté d'expression

64. Dans l'ensemble, le droit à la liberté d'expression en El Salvador est garanti par les normes constitutionnelles et par la pratique généralisée des pouvoirs publics.

65. Dans ce contexte, où doivent également trouver place le processus démocratique et le contrôle exercé par la société civile sur la protection des droits de l'homme, une seule plainte pour atteinte à la liberté d'expression a été déclarée recevable. Toutefois, à la suite de l'assassinat de dirigeants du FMLN, un groupe de manifestants s'est livré le 1er novembre à des actes de violence à l'encontre du quotidien El Diario de Hoy. Ces actes de vandalisme révèlent une intolérance et une violence inacceptables, qui portent atteinte à la liberté de la presse et à la liberté de pensée. Parallèlement, on a signalé des actes isolés d'intimidation, tout aussi condamnables, à l'encontre de journalistes. La Sociedad Interamericana de Prensa (Société interaméricaine de presse), a estimé, lors de sa réunion annuelle, qu'il existait en El Salvador un climat généralement favorable à l'exercice de la liberté de la presse; elle a tenu également à condamner énergiquement les faits isolés susmentionnés.

66. Face à la recrudescence de la violence qui prend pour cible les responsables politiques et à la montée en flèche de la violence de droit commun, qui coïncident avec l'approche des élections, il importe que les médias restent fidèles à une politique d'information conforme aux objectifs généraux du processus de paix.

#### H. Droits politiques et droit d'obtenir des papiers d'identité

67. À l'approche des élections, les pouvoirs publics et la société civile doivent veiller à ce que les droits politiques de tous soient strictement respectés, et ce, sans aucune discrimination. Le projet politique qui trouve son expression dans les accords de paix repose sur la décision concertée

/...

d'instaurer un système politique ouvert à toutes les tendances idéologiques et à toutes les organisations disposées à participer, en toute légalité, à la vie politique du pays. Sa réalisation suppose un changement radical par rapport à la situation qui prévalait dans le pays avant le conflit, puisque, pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années, des forces sociales qui étaient jusque-là en lutte ouverte contre le système sont maintenant appelées à en faire partie par la voie des urnes. Les élections seront assurément l'occasion pour les pouvoirs publics comme pour les divers secteurs de la société civile de prouver leur attachement aux principes démocratiques, car la tolérance et les pratiques démocratiques devront prévaloir à cette occasion sur la tentation de recourir à la force ou à d'autres procédés incompatibles avec un État de droit.

68. Il est indispensable d'établir un lien étroit entre le bon fonctionnement d'un système politique légitime et efficace et le respect des droits de l'homme, car il y va pour une bonne part de l'avenir de la démocratie en El Salvador. Généralement, en effet, le problème des atteintes aux droits de l'homme tend à devenir plus aigu lorsque l'intolérance va jusqu'à l'intimidation ou l'élimination des adversaires politiques. Que ces pratiques illégales aient été courantes dans l'histoire récente du pays, et en particulier pendant le conflit armé, ne signifie pas qu'elles doivent forcément resurgir dans un avenir proche. La ferme volonté d'instaurer la démocratie et de concrétiser les accords conclus, ainsi que la garantie que ceux qui se rendent coupables de violences politiques seront poursuivis en justice, sont autant d'éléments qui devraient amener la population à se rendre aux urnes en ayant le sentiment qu'ainsi elle traduit et ancre dans les institutions le choix du pays en faveur de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme.

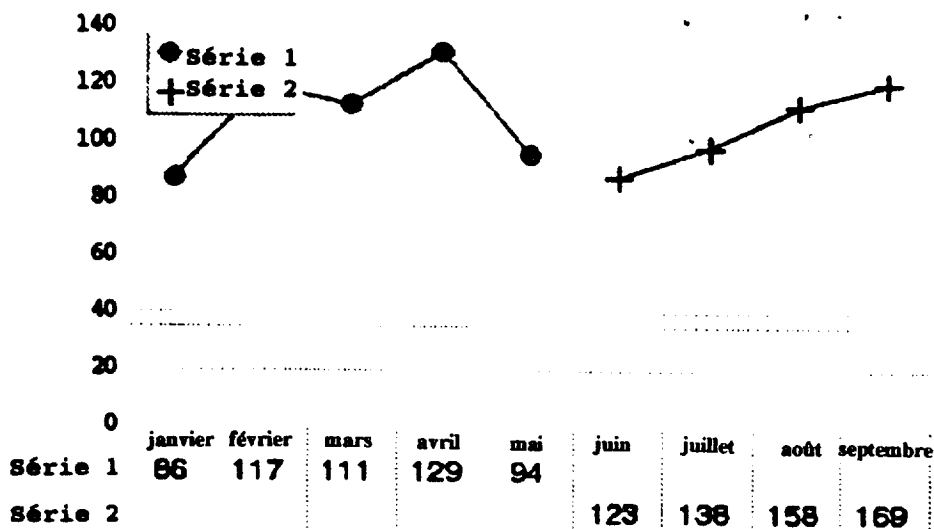
69. Le fait que l'on ait observé, au cours des derniers mois, diverses violations des droits de l'homme d'inspiration politique donne à penser que la situation des droits de l'homme tout au long du processus électoral influera de façon décisive sur la légitimité du scrutin. Lorsqu'il est porté atteinte aux droits fondamentaux des candidats et des militants ou que certaines personnes sont en butte à des actes d'intimidation en raison de leur appartenance politique, il se crée un climat de peur qui risque d'empêcher les électeurs d'exercer leurs droits.

#### I. La violence et l'exercice des droits de l'homme

70. Une partie du sixième rapport de la Division des droits de l'homme, publié le 5 avril 1993, est consacrée au problème de la délinquance. À l'époque déjà, le taux de criminalité dans le pays était tel qu'il importait, selon le rapport, "de situer l'état des droits de l'homme dans le climat général de violence, dans la mesure où, d'une part, une telle atmosphère influe sur le contexte social dans lequel s'exercent ces droits et où, d'autre part, des actes qui paraissent être des délits de droit commun peuvent en fait recouvrir de graves atteintes aux droits fondamentaux, par exemple des assassinats politiques" (A/47/912, par. 197).

/...

## HOMICIDES 1993



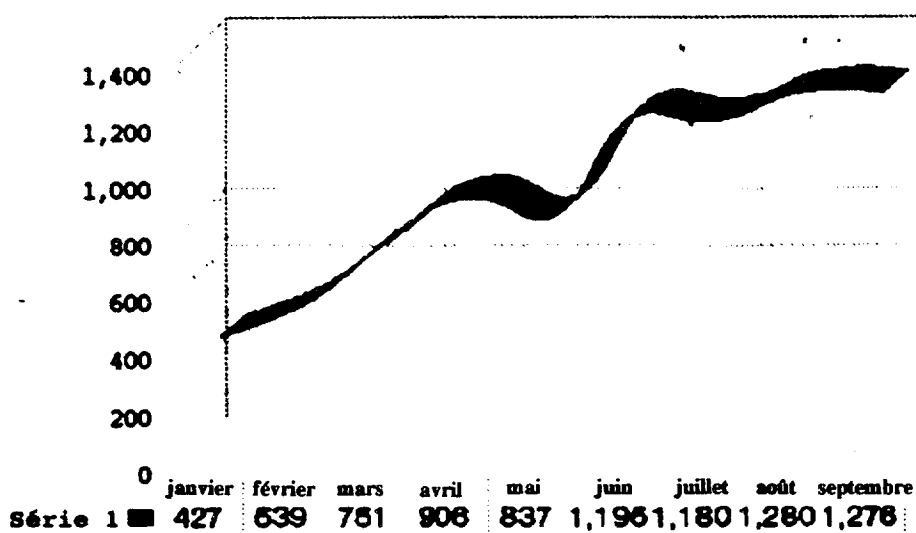
71. L'évolution de la situation au cours des sept mois suivant la publication du rapport a confirmé les craintes qui y étaient exprimées. Entre janvier et septembre 1993, la violence a crû de 300 %, passant de 427 infractions en janvier à 1 276 en septembre. Ces chiffres ne concernent que les infractions enregistrées par l'ONUSAL, ce qui donne à penser que le taux de criminalité est encore supérieur. L'augmentation du nombre d'homicides – 1 125 cas en neuf mois, soit une moyenne de 125 homicides par mois – est particulièrement préoccupante. Dans 64,44 % des cas, les homicides ont été perpétrés au moyen d'armes à feu, des armes de guerre pour la plupart. L'augmentation est constante : 86 homicides en janvier, 111 en mars, 123 en juin, 158 en août et 169 en septembre.

72. La Division des droits de l'homme se doit d'insister à nouveau sur trois facteurs de violence liés à la non-application des engagements pris dans le cadre des accords de paix ou à leur application partielle ou tardive. En premier lieu, il y a le fait que des armes de guerre sont entre les mains de la population civile car, comme on l'a indiqué à plusieurs reprises, c'est là que réside la cause principale et directe de la recrudescence de la violence dont témoigne l'augmentation du nombre d'homicides. L'Assemblée législative n'a pas encore approuvé la loi qui permettrait de lancer une opération massive en vue de rassembler les armes de guerre en possession de la population civile, mais ce retard n'ôte rien à l'urgence absolue qu'il y a de résoudre ce problème et de

/...

répondre aux exigences légitimes de la population, qui éprouve un sentiment grandissant d'insécurité. En deuxième lieu, on peut citer les obstacles, les insuffisances et les retards qui ont entravé la dissolution de la police nationale et le déploiement dans de bonnes conditions de la police nationale civile, avec les moyens requis pour lutter contre la délinquance. En troisième lieu, il y a le fait que les ex-combattants des forces armées et du FMLN n'ont pas tous été réinsérés dans la vie civile comme prévu. Il faut encore ajouter à ces trois facteurs le fait que, de toute évidence, nombre d'infractions ne font pas l'objet d'une enquête, ce qui renforce le sentiment que les délinquants peuvent agir en toute impunité. Le Secrétaire général s'est d'ailleurs inquiété du "refus d'accorder à la police nationale civile les moyens logistiques et techniques nécessaires, l'introduction de personnel militaire dans cette force, la prolongation de l'existence de la police nationale et le refus de donner à l'ONUSAL des informations dont elle a besoin aux fins de vérification" (S/26790, p. 21).

### AUGMENTATION DE LA VIOLENCE Janvier-octobre 1993



73. Face à l'augmentation de la criminalité organisée et à l'apparition, préoccupante et avérée, de la criminalité par personne interposée (y compris les meurtres), la Division des droits de l'homme se doit d'appeler l'attention sur la corrélation possible entre la délinquance de droit commun et les atteintes aux droits de l'homme pour des mobiles politiques. Comme les indices et éléments de preuve que l'on possède donnent à penser que les escadrons de la

/...

mort ont repris du service et qu'il existe une criminalité "pour compte de tiers" (qui peut être le fait d'organisations criminelles ou de tueurs à gages), il est légitime et de bonne politique de tenir compte de cette situation.

II.3 VÉRIFICATION ACTIVE D'AUTRES ENGAGEMENTS PRIS DANS LES  
ACCORDS DE PAIX ET COMPORTANT DES ASPECTS RELATIFS AUX  
DROITS DE L'HOMME ET À L'APPUI INSTITUTIONNEL

A. Administration de la justice

74. La mise en oeuvre de la réforme judiciaire prévue par les accords de paix et des recommandations de la Commission de la vérité et de la Division des droits de l'homme requièrent des mesures législatives dont un grand nombre n'ont toujours pas été prises. Vu la nécessité de relancer énergiquement cette mise en oeuvre, l'ONUSAL s'efforce d'établir, en consultation avec les parties, un calendrier d'exécution des obligations prévues. Dans ce contexte, le Gouvernement a pris une bonne initiative : il a déposé devant l'Assemblée législative des avant-projets de loi portant modification du Code de procédure pénale, abrogeant la loi sur l'état d'urgence et déclarant irrecevables les aveux extrajudiciaires. En approuvant rapidement ces projets de loi conformément au calendrier envisagé, l'Assemblée législative ferait un important pas en avant dans le processus de réforme judiciaire. Il faudrait procéder de la même façon pour les autres mesures législatives restant à prendre, et surtout pour celles qui visent à affirmer l'indépendance de l'administration de la justice.

75. De son côté, le Président de la Cour suprême de justice a déposé devant l'Assemblée législative des projets de décret portant réforme de la loi organique du ministère public et de la loi relative au Conseil national de la magistrature. Ces projets ont été élaborés par la Cour "en considération des engagements pris par le Gouvernement de la République à l'égard de la réforme judiciaire, conformément au cadre établi par les accords de paix de Chapultepec". De même, le Président de la Cour suprême de justice a remis au Ministre de la présidence une proposition de réorganisation administrative du pouvoir judiciaire visant à "mettre en oeuvre les recommandations du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant la décentralisation des fonctions de la présidence de la Cour suprême de justice". Dans son sixième rapport, la Division des droits de l'homme avait recommandé de procéder à une réforme organique et fonctionnelle du pouvoir judiciaire. À ce point de vue, il est encourageant de constater que la Cour admet la nécessité de cette réforme, car une gamme large et variée de propositions à cet effet, y compris celles de la Cour, constitueraient un bon point de départ pour l'application de la recommandation de la Division. De son côté, le Conseil national de la magistrature a établi un projet de décret portant modification de sa loi constitutive pour mieux ajuster cette loi aux recommandations de la Commission de la vérité et de la Division des droits de l'homme. L'ONUSAL a entrepris de vérifier la compatibilité de tous ces projets législatifs avec les dispositions pertinentes des accords de paix et avec les recommandations de la Division des droits de l'homme et de la Commission de la vérité.

/...



B. Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme

76. Le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme a poursuivi ses efforts sur deux fronts : le renforcement des institutions et l'élargissement de ses activités de défense des droits de l'homme. Conformément aux recommandations de la Commission de la vérité, il a lancé un processus interne d'évaluation de sa structure organique et fonctionnelle afin de la conformer aux dispositions de la Constitution et aux exigences d'un travail efficace de protection des droits de l'homme, en accord avec les priorités imposées par la situation des droits de l'homme en El Salvador. Le Bureau du Procureur a apporté une contribution fructueuse au règlement de plusieurs conflits du travail dans lesquels les droits de l'homme étaient en jeu. Il importe de signaler à cet égard le précédent que constitue l'intervention du Procureur dans la grève des personnels de santé pour laquelle une solution de consensus a pu finalement être dégagée après plus de 30 journées d'arrêt du travail.

77. Les activités du Bureau du Procureur bénéficient de la coopération de la communauté internationale. À mesure qu'il renforce sa capacité institutionnelle, le Bureau est mieux en mesure d'assumer l'intégralité des fonctions que lui confère la Constitution, ce qui requerra un plus gros effort de coopération internationale. La Division des droits de l'homme a donc entrepris de demander aux sources de financement bilatérales et multilatérales d'appuyer le renforcement d'une institution créée par les accords de paix et appelée à s'assurer de façon systématique, de concert avec les organisations non gouvernementales, que les droits de l'homme sont respectés en El Salvador.

78. Dans la même perspective, la Division des droits de l'homme recommande une fois de plus que le gouvernement central mette à la disposition du Bureau du Procureur des ressources en rapport avec son volume d'activités, et dont les montants et les échéances soient déterminés en fonction de ses programmes d'action; elle réaffirme aussi l'importance de procéder aux réformes juridiques nécessaires pour assurer au Bureau du Procureur l'autonomie voulue dans sa gestion financière et budgétaire.

C. Réformes des forces armées et des services de sécurité sous l'aspect des droits de l'homme

79. Dans ses précédents rapports, la Division des droits de l'homme s'est déclarée satisfaite du sérieux avec lequel les forces armées ont entrepris d'appliquer les dispositions des accords de paix relatives à la place des droits de l'homme dans l'instruction militaire. La mise en oeuvre de ces dispositions se poursuit de façon satisfaisante et continue de bénéficier de la coopération technique de la Division des droits de l'homme.

80. En ce qui concerne la restructuration des forces armées et le transfert des activités de renseignement à l'Organisme de renseignements de l'État, les rapports précédents ont constaté que les dispositions des accords de paix avaient été appliquées, au moins sur le plan formel. Toutefois, dans son sixième rapport, la Division des droits de l'homme a souligné qu'il était "indispensable que le nouvel organisme de renseignements soit doté de pouvoirs

/...

normatifs et fonctionnels qui lui permettent d'accomplir le mandat prévu dans les accords de paix, qui définissent le renseignement comme une fonction de l'État vouée au bien commun en dehors de toute considération politique, idéologique ou de position sociale, ou de toute autre forme de discrimination, et dans le strict respect des droits de l'homme. L'ensemble du processus de changement passe actuellement par une phase intermédiaire de développement, et il faudra un temps d'attente pour que les réformes aboutissent à une formation professionnelle efficace inspirée d'une conception démocratique de la fonction militaire" (A/47/912, p. 13). À cet égard, et dans les conditions actuelles, il est indispensable de veiller au strict respect des accords de paix dans tout ce qui concerne la composition, la structure, le personnel et les fonctions de l'Organisme de renseignements de l'État. De même, les activités du service de renseignements de l'armée doivent se conformer strictement aux dispositions constitutionnelles et aux fonctions des forces armées dans une société démocratique, c'est-à-dire être rigoureusement limitées à la recherche de renseignements liés à la défense nationale. Cette démarche est indispensable en l'état actuel des choses car, comme le Secrétaire général en a informé le Conseil de sécurité, "il n'est pas certain que ces dispositions soient effectivement appliquées" [car] "il est malheureusement probable que les services de renseignements militaires continuent de s'occuper des questions de sécurité intérieure" (S/26790, p. 4 et 21).

### III. ANALYSE DES TENDANCES DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN EL SALVADOR

#### 1. Bilan de la situation

81. Comme on l'a vu dans l'introduction au présent rapport, le Directeur de la Division des droits de l'homme a rendu compte au Secrétaire général de l'évolution de la vérification active en application de l'Accord de San José en établissant des rapports de situation tous les trois mois et, au bout d'une certaine période, a présenté des évaluations d'ensemble destinées à mettre en évidence les tendances plus générales de la situation des droits de l'homme en El Salvador. Le présent rapport fait donc la synthèse de l'analyse des tendances apparues pendant la période de 10 mois allant de janvier à octobre 1993.

#### 2. La paix a créé des conditions plus favorables au respect des droits de l'homme dont la réalisation dépend de l'application rigoureuse des accords

82. On se propose en premier lieu de comparer la situation des droits de l'homme pendant le conflit armé et après la signature des accords de paix. Il s'agit de déterminer l'effet qu'ont eu les accords de paix et leur mise en oeuvre sur l'exercice effectif des droits de l'homme, ainsi que d'évaluer la portée des changements intervenus au niveau de l'environnement social, politique et juridique dans lequel la population peut ou ne peut pas exercer ses droits.

83. Pendant le conflit en El Salvador, des violations graves, systématiques et massives des droits de l'homme se sont produites. Entre 1980 et 1990, la situation en El Salvador a mobilisé l'attention de la communauté internationale

/...

et, tout au long de la décennie, les Nations Unies, notamment la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale, ont adopté un ensemble de mesures tenant compte de l'extrême gravité de la situation. La fin du conflit armé et les transformations au niveau de l'État et de la société, et notamment du système politique, favorisées par les accords de paix, ont été à l'origine d'une évolution profonde et positive de la protection et de l'exercice des droits de l'homme. Il est indubitable que les violations graves et systématiques des droits de l'homme qui avaient motivé l'intervention de la communauté internationale font désormais partie du passé en El Salvador. Au conflit a succédé la paix. Un régime politique au sein duquel étaient exclus d'importants secteurs nationaux a été remplacé par un système démocratique qui a accepté l'ancienne guérilla comme parti politique légitime. La mise en oeuvre des accords de paix est en cours, avec ses réformes constitutionnelles, institutionnelles et structurelles visant toutes à instaurer un État de droit, dont la légalité est le meilleur garant de la protection des droits de l'homme. De façon générale, il s'est produit une amélioration qualitative des conditions sociales, juridiques et politiques dans lesquelles les Salvadoriens peuvent exercer leurs droits. À cet égard, la situation structurelle qui avait été à l'origine des violations graves et systématiques des années 80, qui avaient donné lieu à la mise en place de mécanismes de vérification internationale dans le cadre du Conseil économique et social de l'ONU, a fait place à l'édification d'une société démocratique réconciliée.

84. Quoique la mise en oeuvre des accords de paix soit un processus dont les résultats définitifs n'apparaîtront que lorsque les institutions et l'État de droit démocratique fonctionneront efficacement, il est certain, depuis la fin du conflit, que la situation des droits de l'homme est de façon générale en nette amélioration et que se sont instaurées des conditions institutionnelles, politiques et juridiques extrêmement plus favorables que pendant le conflit armé. Ce premier critère d'analyse permet donc d'affirmer que les accords de paix et leur mise en oeuvre ont eu, et continuent d'avoir, des répercussions globales d'une importance exceptionnelle sur l'amélioration de la situation des droits de l'homme en El Salvador.

### 3. Les droits de l'homme pendant la mise en oeuvre des accords de paix : l'apparition d'une tendance régressive préoccupante

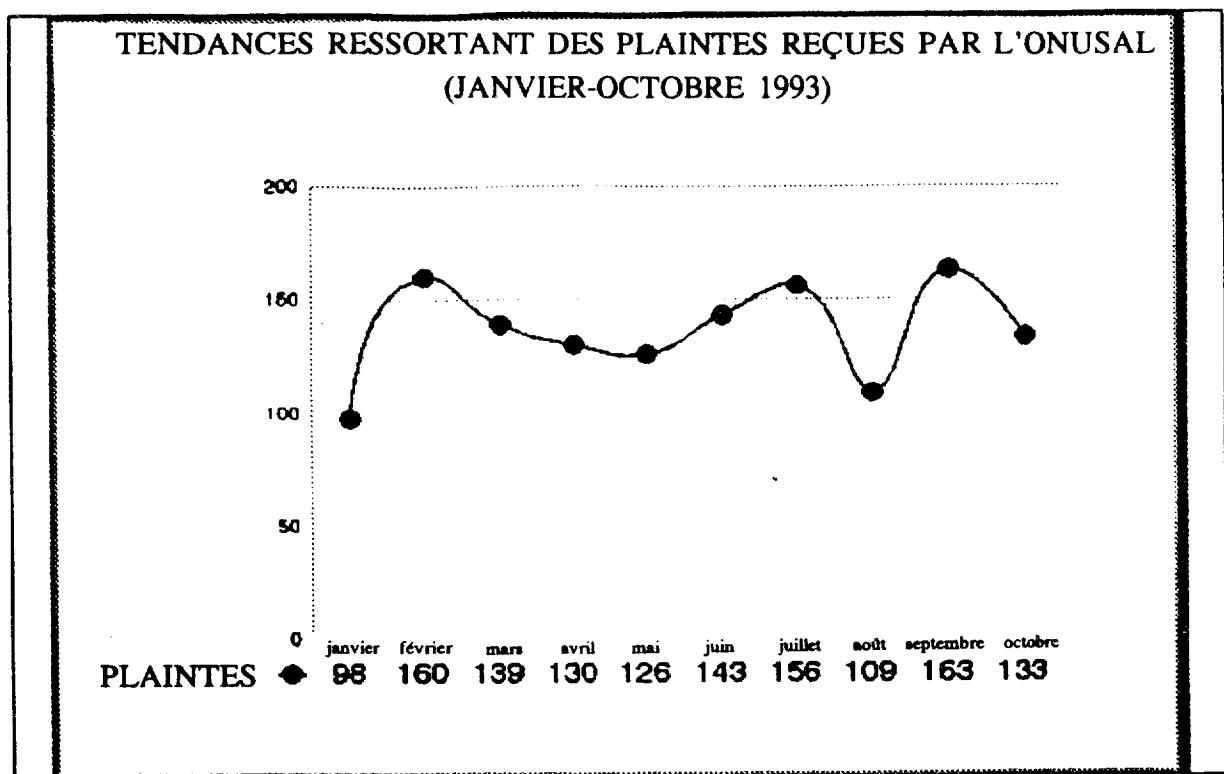
85. Par contre, le second critère d'évaluation des tendances de l'évolution de la situation des droits de l'homme porte non pas sur une comparaison générale entre la réalité qui existait pendant la guerre et les changements positifs survenus depuis la signature des accords de paix, mais sur la situation exacte des droits de l'homme tels qu'ils sont exercés dans le contexte de la paix, de la réconciliation nationale, de l'application des réformes structurelles et institutionnelles et, en général, de l'édification de l'État de droit et de la vie démocratique. À cet égard, l'évaluation doit tenir compte, d'une part des faits et conditions spécifiques existantes, et d'autre part, du strict respect des droits de l'homme qu'exige l'institutionnalisation du processus démocratique découlant des Accords de paix.

86. En procédant de cette manière, l'analyse d'ensemble de l'évolution de la situation des droits de l'homme au cours des 10 derniers mois fait apparaître

/...

deux phases bien distinctes. La première, allant de janvier à mai, a été une période d'évolution contrastée, à la fois positive et négative par certains côtés, des progrès notables ayant été enregistrés concernant les disparitions forcées ou la torture, et les conditions politiques et juridiques en général; la deuxième, allant de juin à octobre, s'est caractérisée par une dégradation progressive de la situation, qui s'est fortement accentuée au mois d'octobre du fait de la recrudescence d'une violence sélective dirigée contre des personnes connues pour leurs activités politiques, ainsi que des assassinats du genre de ceux commis par les escadrons de la mort.

87. Pour ce qui est de cette transition d'une situation contrastée, présentant certains aspects positifs, à une grave détérioration, qui a alerté la population et la communauté internationale, les indicateurs quantitatifs sont assez éloquents. Ainsi, le nombre mensuel moyen des exécutions extrajudiciaires, des tentatives d'exécution arbitraire et des menaces de mort a été plus élevé pendant la période juin-octobre que pendant les cinq mois précédents. Les indicateurs font apparaître la même tendance pour les cas d'usage excessif de la force, d'enlèvement, de menaces d'autres types, d'atteintes aux garanties d'une procédure régulière et de détention arbitraire. En annexe au présent rapport, on trouvera les statistiques générales pour janvier à octobre.



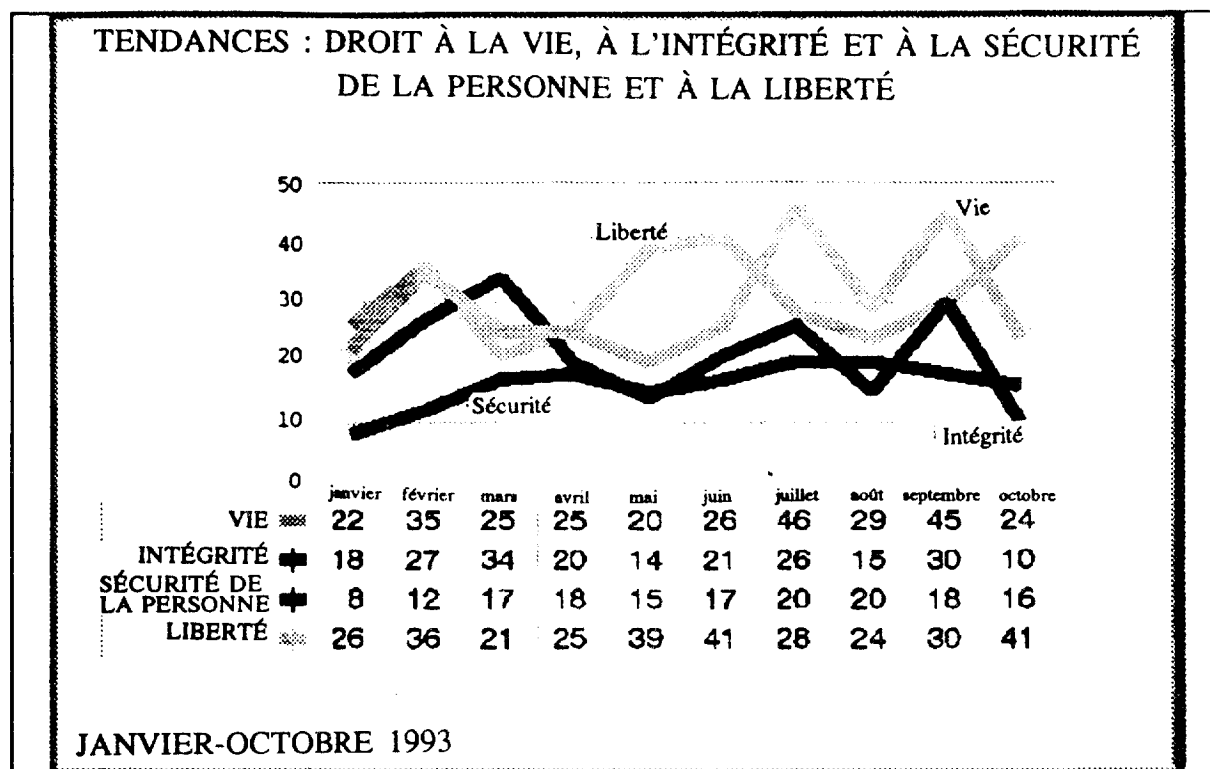
/...

4. Les responsables présumés des violations des droits de l'homme : le cas de la Police nationale

88. En ce qui concerne les responsables présumés des plaintes, le cas de la Police nationale est extrêmement grave puisqu'elle fait l'objet de 478 des 1 357 plaintes déposées. Les nombreuses plaintes accusant la Police nationale, confirmées dans presque tous les cas par la vérification active de l'ONUSAL, illustrent parfaitement les conséquences négatives qu'ont sur la situation des droits de l'homme les retards enregistrés dans le démantèlement de la Police nationale et le déploiement de la Police nationale civile.

89. Les Accords de paix prévoyaient la création d'une Police nationale civile en partant du principe que, pour garantir la paix, il était indispensable qu'El Salvador dispose d'un organisme de sécurité reposant sur une nouvelle définition institutionnelle et dont les agissements seraient conformes aux principes démocratiques et à la notion de sécurité publique comme étant un service rendu par l'État à la population, c'est-à-dire un organisme auquel serait étrangère toute considération politique idéologique, de rang social ou de toute autre forme de discrimination; respectueux des droits de l'homme et soumis aux autorités constitutionnelles; en d'autres termes, un corps de police soumis à l'état de droit et à la légalité qui remplace la Police nationale connue jusqu'à présent pour sa conduite arbitraire, discriminatoire, sortant de la légalité, et coupable de violations des droits fondamentaux.

90. La vérification active de l'ONUSAL établit clairement que la Police nationale pendant tout le processus de transition a eu et continue d'avoir une attitude contraire à la légalité qui se traduit par des violations systématiques des droits de l'homme. Pendant la période allant de juin à septembre, il a été établi que la Police nationale avait été responsable d'exécutions arbitraires comme celle dont a été victime Héctor David Segovia Verillos qui, le 9 juillet, a été arrêté puis exécuté par les agents Enrique Cerna, Dagoberto Estrada Saravia, Luis Armando Laurea et Rudy Sánchez Escobar, de la cinquième comandancia de la Police nationale de San Miguel, lesquels à ce jour n'ont pas été sanctionnés. On a également confirmé la tentative d'exécution arbitraire dont avait été victime José Antonio Pérez Hernández, blessé par balle à la suite de l'agression commise sur sa personne par deux agents de la Police nationale d'Aguilares.



91. La Division s'inquiète particulièrement qu'au cours des derniers mois, la Police nationale ait recommencé d'avoir recours à la torture, comme il a été établi dans l'affaire Manuel de Jesús Hernández qui, le 19 août au petit matin, alors qu'il se trouvait en détention, a été torturé par des agents de la Police nationale appartenant à la cinquième comandancia de San Miguel, lesquels, d'après les témoignages, se sont reprochés de "ne pas avoir tué la victime quand ils en avaient la possibilité"; Mauricio Gómez Campos a lui aussi été torturé le 6 septembre par des agents de la Police nationale alors qu'il se trouvait en détention arbitraire dans une des cellules de la cinquième comandancia de San Miguel; la torture avait pour but de le forcer à faire des révélations incriminantes pour lui.

92. De la même façon, les mauvais traitements couramment pratiqués par les agents de la Police nationale montrent encore une fois la façon arbitraire et illégale dont agit cet organisme, de même que l'attitude de répression et d'intimidation qui se trouve à la base de l'entraînement que reçoivent ses membres. Pour illustrer la situation, on peut citer le cas des personnes suivantes : José Ismael Ochoa Cruz, qui le 12 août a été battu dans la rue par des agents de la cinquième comandancia de la Police nationale de San Miguel, puis placé en détention arbitraire, parce qu'il avait des tatouages sur les bras et la poitrine; Marlon Giovanni Hernández Campos, qui le 6 juin a reçu des coups de poing, de pied et de crosse après avoir fait l'objet d'une détention arbitraire pendant laquelle il a été mis au pilori devant le poste de la Police nationale de Lolotique et à l'intérieur de ce poste; Abel José Padilla, qui a été agressé le 29 août par le commandant de la Police nationale de Chalcuapa

/...

(Santa Ana), le lieutenant Adolfo Martínez Zetino qui a battu dans des circonstances similaires cinq autres personnes et qui a été transféré de la ville de Metapán à ce poste pour mauvais comportement réitéré.

93. On trouve une situation similaire dans les cas d'usage excessif de la force. Au cours de la période considérée, on peut citer les cas de Ricardo Orellana Valencia, qui au moment de son arrestation, le 1er juillet, a été gravement battu par des agents de la Police nationale de Berlín. Les agents qui ont participé à cette arrestation sont Jorge Alberto Pameres Mendoza, Ramón Antonio Rivera, Jorge Alberto Ramos Galán, Gerardo Eliseo Quintanilla, Rubén Antonio Guevara Vásquez, Pablo Vitelio Mendoza et Jorge Antonio Reyes Granados. On trouve par ailleurs d'autres cas particulièrement graves car il s'agit de cas où des agents de la Police nationale ont fait usage abusif des armes dont ils étaient dotés, et dans deux desquels cet abus aurait entraîné la mort de la victime : Carlos Alberto Deras Rivas, qui le 7 juillet a été blessé par balle par des agents de la Police nationale de Mejicanos, blessure dont il est mort par la suite, et Angel Mendoza Villatoro, tué le 19 juillet par l'agent Guillermo Antonio Ortega Campos, de la Police nationale de Yucuaiquín. On peut également citer les cas suivants, où des plaintes pour usage excessif de la force par des agents de la police nationale ont été déposées : les cas de Julio Cesar Mena Girón qui, le 13 septembre, a fait l'objet de sévices de la part de la Police nationale de San Salvador, de José Enrique Santo, victime d'agents de la Police nationale de la cinquième comandancia de San Miguel, et d'Oscar Amaya Guardado, victime, le 3 juillet, de l'agent Juan Pablo Araniva de la Police nationale de Mejicanos.

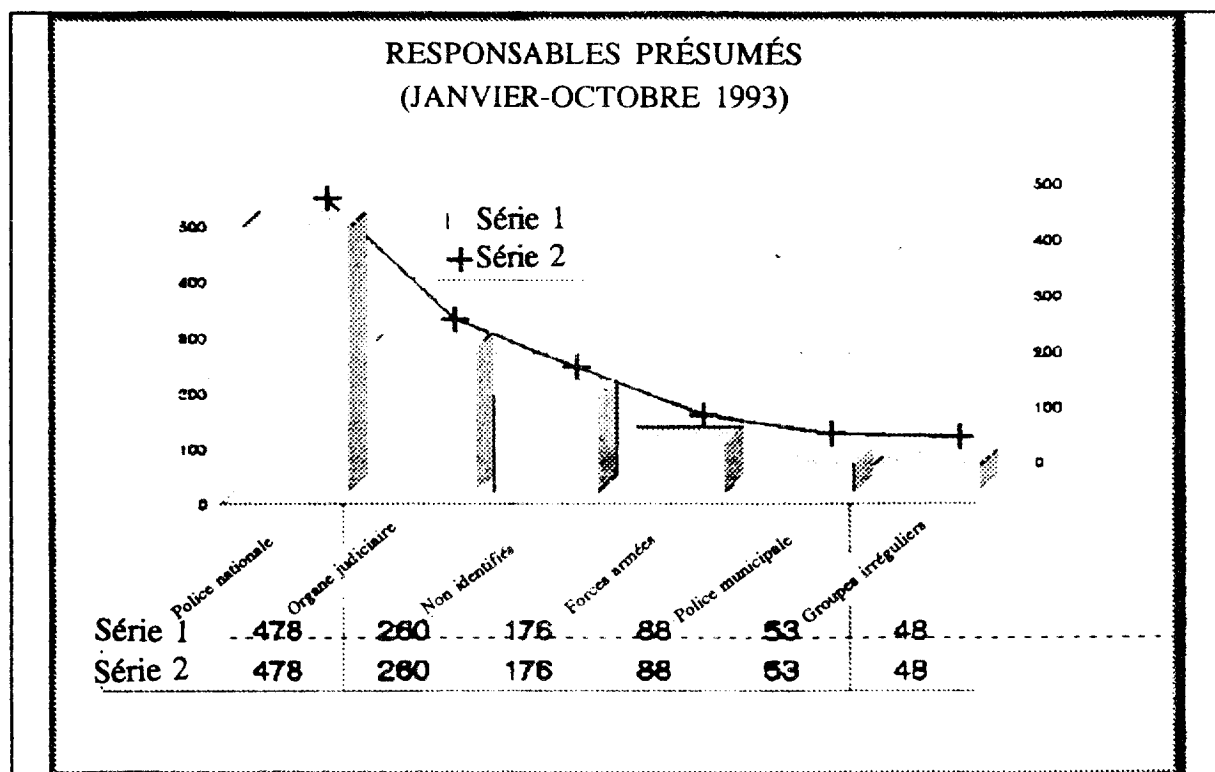
94. De même, les agents de la Police nationale abusent souvent de leur position pour menacer les citoyens. Le cas des personnes suivantes illustre bien la situation : le 28 août, des agents de la Police nationale de Santa Tecla ont violé le domicile de Mme Marina Zúñiga, belle-mère de Jorge Alberto Morales Duarte, y causant des dommages matériels, en un acte d'intimidation dirigé contre ce dernier en raison de ses activités syndicales et politiques (Mme Zúñiga a par la suite reçu d'autres menaces); Idalia del Carmen Guerrero Cruz et Hilda Maribel Carrillo Escobar, victimes de menaces de la part de l'agent Alfaro Serrano de la Police nationale de Zacatecoluca, qui cherchait à leur faire retirer des actions en justice qu'elles avaient intentées pour viol contre Rodolfo Ramírez, garde du corps d'un colonel de la FAES du nom d'Oscar Rodezno.

95. La détention arbitraire est l'une des pratiques courantes de la Police nationale. On peut citer ici le cas des personnes suivantes : Betty del Carmen Alvarado Díaz, mise en détention arbitraire par la Police nationale de Lourdes le 1er août; Juan Diego Aguilar Flores, par la Police nationale de Zacamil le 1er juillet; et Marvin Arnoldo Alvarez Sánchez et José María Hernández, par la Police nationale de San Miguel (cinquième comandancia) le 24 août.

96. L'application des engagements tendant à démanteler complètement la Police nationale en El Salvador a été constamment remise, ce qui a sans aucun doute provoqué d'autres cas de violation des droits de l'homme. Il est urgent que l'on établisse un nouveau calendrier pour la dissolution de la Police nationale. Cela représenterait un progrès notable dans l'application des Accords de paix et une décision qui permettrait, grâce au déploiement de la Police nationale civile, d'instaurer des conditions plus propices au respect des droits de

/...

l'homme de la part des organismes de sécurité. Néanmoins, pour ce qui reste de la période de transition, le gouvernement a la responsabilité d'exiger de la Police nationale qu'elle respecte rigoureusement les règles de conduite et la légalité, car de nombreux indices et éléments de preuve donnent à penser qu'à mesure qu'approche la date à laquelle elle doit être entièrement démantelée, la Police nationale intensifie ses actes illégaux et ses violations des droits de l'homme.



5. La remise en activité des groupes illégaux dits "escadrons de la mort"

97. À mesure qu'approche la phase finale des Accords de paix, en particulier l'entrée en vigueur du nouveau système politique, qui est caractérisé par la participation de tous les secteurs de la population, sans aucune exception, ce qui signifie la réinsertion définitive des anciens guerrilleros dans la vie démocratique du pays, on assiste à la remise en activité des groupes armés illégaux connus en El Salvador sous le nom d'"escadrons de la mort". Cette situation ne laisse de préoccuper le Secrétaire général qui, dans son dernier rapport au Conseil de sécurité, a déclaré ce qui suit : "Les activités des 'escadrons de la mort' sont un motif de vive préoccupation. Arborant leurs noms traditionnels, ou des noms de facture plus récente, ces groupes illégaux sont les auteurs de nombreuses menaces de mort à motif clairement politique. Dans le même temps, les groupes qui prétendent se faire eux-mêmes justice profèrent des

/...



menaces de mort contre des délinquants présumés de droit commun et commettent des meurtres. L'apparition d'organisations criminelles de ce genre compromet gravement la stabilité du processus de paix en portant atteinte à la confiance et à la sécurité qui en sont les fondements" (S/26790, p. 11).

98. La Commission de la vérité, faisant preuve de prévoyance, a recommandé une enquête sur ces groupes en vue d'en assurer l'élimination. Dans le chapitre de son rapport portant sur le chef des escadrons de la mort, la Commission a signalé que ces groupes armés illégaux avaient été "parmi les auteurs les plus féroces de la violence qui a déferlé sur le pays ces dernières années", et qu'il fallait adopter toutes les mesures nécessaires pour en assurer le démantèlement. Compte tenu de l'histoire du pays, il était impératif de prendre des mesures préventives dans ce domaine (Rapport de la Commission de la vérité, Nations Unies, 1993, p. 185). Dans les conclusions dudit chapitre, la Commission a exposé une série d'aspects de ce phénomène qui constituent des éléments de jugement qui, de par leur caractère prospectif, devraient faire partie du cadre de référence de l'enquête à mener sur les activités de ces groupes.

99. La Division des droits de l'homme a enquêté sur les activités des "escadrons", de l'Armée secrète anticomuniste, de la brigade Maximiliano Hernández Martínez et de l'"Escadron des Anges de la Mort", dans les conditions énoncées dans le présent rapport. En outre, on a connaissance de certaines structures, vestiges d'organisations qui dans le passé semaient la terreur, et qui font actuellement l'objet d'enquêtes. Certains des militaires détenus dans la prison de Santa Ana pour des délits commis en tant que membres des "escadrons de la mort" au cours des 10 dernières années ont de même fait savoir qu'ils détenaient des informations sur les activités et sur les responsables actuels de ces groupes armés illégaux.

100. La décision de constituer le Groupe mixte d'enquête sur les groupes armés illégaux, proposée par le Secrétaire général et le Conseil de sécurité, est une décision qui répond aux espoirs d'une grande partie de la population. Les "escadrons de la mort" – on entend par là des groupes organisés clandestinement, et dont l'identité des membres est secrète – exercent une violence sélective aux fins de saisir ou de garder le contrôle politique ou social, et constituent des organisations criminelles incompatibles avec les Accords de paix, la légalité démocratique et l'engagement pris par les parties envers la consolidation de l'état de droit. Le fait que le gouvernement ait accueilli favorablement la proposition du Secrétaire général et ait oeuvré constructivement à la formation du Groupe mixte d'enquête représente une preuve louable de transparence politique, d'engagement envers la légalité et de volonté institutionnelle de mener une enquête efficace et indépendante, que les forces politiques intérieures et la communauté internationale doivent considérer comme un élément positif.

#### IV. CONCLUSIONS

101. L'analyse de l'évolution de la situation des droits de l'homme en El Salvador pendant la période allant d'août à octobre 1993 révèle un recul grave, que traduisent notamment l'augmentation du nombre des violations à

/...

caractère politique et les crimes rappelant ceux que commettaient naguère les escadrons de la mort, dont l'activité a repris, comme on l'indique au paragraphe 7 du présent rapport.

102. L'analyse des tendances enregistrées de janvier à octobre 1993 fait apparaître une évolution contradictoire de la situation, qui a pris un tour de plus en plus grave ces derniers mois, en dépit d'un certain nombre de motifs d'optimisme. Le tableau assez sombre brossé par la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL pourrait s'assombrir encore au cours et à l'issue des élections. Une telle détérioration serait extrêmement grave et toutes les forces politiques ont le devoir de la prévenir, le respect des droits de l'homme étant, comme le Secrétaire général l'a fait observer "une condition sine qua non de la réussite du processus de paix et de consolidation d'une société démocratique" (S/26790, par. 45).

103. C'est à l'État, à l'Autorité judiciaire, au Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, aux forces politiques et sociales et à la population dans son ensemble qu'il incombe de prévenir une telle détérioration. La violence qui avait resurgi ces derniers mois en El Salvador ne s'exerce pas contre un groupe social ou politique, mais bien contre la nation tout entière, dans la mesure où elle porte atteinte aux accords de paix et à l'édification d'une société démocratique, projet national concerté associant les diverses instances politiques et la société civile dans son ensemble.

104. On ne saurait efficacement isoler et éliminer ces foyers de violence qu'en assurant la stricte application des accords de paix, en particulier ceux qui ont une incidence directe ou indirecte sur la situation des droits de l'homme et la violence de droit commun. Il est indispensable à cet égard, comme l'a indiqué le Secrétaire général, qu'un calendrier d'application des accords restant à mettre en oeuvre soit arrêté. Comme le faisait également observer le Secrétaire général, l'évolution de la situation des droits de l'homme dépendra de plusieurs conditions dans l'avenir immédiat : "Inversion de la tendance régressive des derniers mois, fonctionnement efficace des institutions établies par les Accords de paix, en particulier le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, déploiement effectif de la Police nationale civile (PNC), application des recommandations de la Commission de la vérité concernant le système judiciaire" (S/26790, par. 88).

105. Il est encourageant que le Gouvernement ait réagi comme il l'a fait, et en particulier qu'il ait invité le FBI, Scotland Yard et la police espagnole à détacher des experts auprès des services nationaux chargés d'enquêter sur les assassinats de dirigeants politiques, et ait constitué le Groupe mixte d'enquête. Il y a lieu de se féliciter aussi que les candidats à la présidence de la République se soient tous déclarés résolus à faire en sorte que les engagements pris dans les accords de paix soient remplis. Il est urgent et indispensable, de même, que l'enquête sur les groupes armés illégaux en El Salvador proposée par le Secrétaire général soit mise en train dans les meilleurs délais par une équipe légitime, fiable et crédible.

106. Le recul marqué qui a été constaté au cours de la période étudiée confirme la justesse de certaines des observations formulées par les organisations non gouvernementales, suivant lesquelles les progrès accomplis pourraient être très

/...

précaires du fait que le fonctionnement des institutions chargées d'assurer la sécurité publique, l'administration de la justice et la protection de la légalité constitutionnelle et des droits de l'homme laisse encore à désirer. L'oeuvre accomplie par les organisations non gouvernementales qui s'emploient à défendre les droits de l'homme et à dénoncer les violations apparaît ainsi, une fois encore, comme un apport irremplaçable. Les ONG salvadoriennes offrent en ce sens une garantie de protection que la société civile s'est donnée à elle-même et, par leur efficacité, leur indépendance et leur impartialité, le complément le mieux venu des procédures de vérification internationale.

107. Les faits relatés plus haut démontrent en quelque sorte l'importance des engagements relatifs aux droits de l'homme que contiennent les accords de paix. Par-delà les imperfections sur lesquelles l'attention a pu être appelée, l'État et la société, le Gouvernement et les partis politiques d'opposition, l'opinion publique et la société civile ont été unanimes à rejeter la violence, et en particulier la violence à caractère politique. Cette convergence, alliée à la volonté résolue d'enquêter sur les activités des groupes armés illégaux par le truchement du Groupe conjoint d'enquête constituent les réalités qui devraient permettre de surmonter à brève échéance les problèmes recensés dans le présent rapport.

/...

ÉTUDE DE CONJONCTURE – STATISTIQUES  
AOÛT-OCTOBRE 1993

Tableau 1

Plaintes déclarées recevables par l'ONUSAL,  
août-octobre 1993

Plaintes déclarées recevables	Août	Septembre	Octobre	Total
<b>ATTEINTES AU DROIT À LA VIE</b>				
Exécution arbitraire	10	14	13	37
Tentative d'exécution arbitraire	2	4	4	10
Menaces de mort	17	27	7	51
<b>ATTEINTES AU DROIT À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE</b>				
Torture	0	4	0	4
Mauvais traitements	9	21	9	39
Usage excessif de la force	6	5	1	12
<b>ATTEINTES AU DROIT À LA SÉCURITÉ DE LA PERSONNE</b>				
Disparition forcée	1	1	1	3
Enlèvement	5	1	0	6
Autres menaces	14	14	15	43
<b>ATTEINTES AUX GARANTIES D'UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE</b>				
<b>GARANTIES DE LA PROCÉDURE</b>				
Droit d'être jugé par un juge compétent dans des délais raisonnables	2	3	4	9
Droit d'être représenté par un avocat	2	1	4	7
Droit de ne pas subir de contrainte	6	2	4	12
Droit de faire appel	0	0	0	0
<b>DROIT À LA JUSTICE</b>				
Obligation de l'État d'instruire et de réprimer	7	29	25	61
Droit à une indemnisation	0	0	1	1
<b>ATTEINTES À LA LIBERTÉ DE LA PERSONNE</b>				
Détention arbitraire	12	24	32	68
Détention arbitraire imputable à une erreur de la police	9	6	5	20
Garanties de la procédure	3	0	4	7
<b>ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION</b>	0	1	0	1
<b>ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION</b>	0	0	0	0
Droit de libre association	3	2	2	7
Liberté de réunion	0	0	0	0
Liberté syndicale	1	2	1	4
<b>ATTEINTES AU DROIT DE LA PERSONNE D'OBTENIR DES DOCUMENTS ATTESTANT SON IDENTITÉ OU SON ÉTAT CIVIL</b>				
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son identité	0	1	1	2
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son état civil	0	1	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>109</b>	<b>163</b>	<b>133</b>	<b>405</b>

/...

Tableau 2

Plaintes déclarées recevables par catégories de droits violés,  
août-octobre 1993

(En pourcentage)

Droits ou libertés violés	Août	Septembre	Octobre	Total
DROIT À LA VIE	26,61	27,61	18,05	24,09
DROIT À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE	13,76	18,4	7,52	13,22
DROIT À LA SÉCURITÉ	18,35	9,82	12,03	13,4
GARANTIES D'UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE	15,56	21,47	28,57	21,88
LIBERTÉ DE LA PERSONNE	22,02	18,4	30,83	23,75
ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION	0	0,61	0	0,2
LIBERTÉ D'ASSOCIATION	3,67	2,45	2,26	2,79
DROIT DE LA PERSONNE D'OBTENIR DES DOCUMENTS ATTESTANT SON IDENTITÉ OU SON ÉTAT CIVIL	0	1,23	0,75	0,66
TOTAL	100	100	100	100

Tableau 3

Responsables présumés cités dans les plaintes,  
août-octobre 1993

(En pourcentage)

Responsables présumés	Août	Septembre	Octobre	Total	Pourcentage
POLICE NATIONALE	36	49	33	118	29,14
GROUPES IRRÉGULIERS (ESC. DE LA MORT, ETC.)	2	3	5	10	2,47
NON IDENTIFIÉS	19	31	15	65	16,05
POLICE MUNICIPALE	6	4	2	12	2,96
POLICE NATIONALE CIVILE	3	5	20	28	6,91
FORCES ARMÉES	6	7	3	16	3,95
MINISTÈRE PUBLIC	0	0	0	0	0
ORGANE EXÉCUTIF	0	8	1	9	2,22
ORGANE JUDICIAIRE	14	32	34	80	19,75
UNITÉ EXÉCUTIVE DE LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES STUPÉFIANTS	5	6	5	16	3,95
COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES FAITS DÉLICTUEUX	0	1	2	3	0,74
MEMBRES DU FMLN	5	2	0	7	1,73
AUTRES	13	15	13	41	10,12
TOTAL	109	163	133	405	100

/...

ANALYSE TENDANCIELLE -- STATISTIQUES  
JANVIER-OCTOBRE 1993

Tableau 4

Plaintes déclarées recevables par l'ONUSAL,  
janvier-octobre 1993

Plaintes déclarées recevables	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Total
<b>ATTEINTES AU DROIT À LA VIE</b>											
Exécution arbitraire	12	15	6	11	11	16	16	10	14	13	124
Tentative d'exécution arbitraire	2	1	2	3	3	1	5	2	4	4	27
Menaces de mort	8	19	17	11	6	9	25	17	27	7	146
<b>ATTEINTES AU DROIT À L'INTÉGRITÉ DE LA PERSONNE</b>											
Torture	0	2	0	1	1	1	0	0	4	0	9
Mauvais traitements	15	21	28	12	11	15	16	9	21	9	157
Usage excessif de la force	3	4	6	7	2	5	10	6	5	1	49
<b>ATTEINTES AU DROIT À LA SÉCURITÉ DE LA PERSONNE</b>											
Disparition forcée	0	3	0	1	0	1	0	1	1	1	8
Enlèvement	2	0	3	2	1	0	4	5	1	0	18
Autres menaces	8	9	14	15	14	16	16	14	14	15	135
<b>ATTEINTES AUX GARANTIES D'UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE</b>											
<b>GARANTIES DE LA PROCÉDURE</b>											
Droit d'être jugé par un juge compétent dans des délais raisonnables	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	2
Droit d'être représenté par un avocat	8	12	2	6	4	4	5	2	3	4	50
Droit de ne pas subir de contrainte	3	8	1	3	2	2	2	2	1	4	28
Droit de ne pas subir de contrainte	1	6	1	1	0	1	2	6	2	4	24
Droit de faire appel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>DROIT À LA JUSTICE</b>											
Obligation de l'État d'instruire et de réprimer	4	17	30	27	25	28	24	7	29	25	216
Droit à une indemnisation	0	1	0	0	0	0	1	0	0	1	3
<b>ATTEINTES À LA LIBERTÉ DE LA PERSONNE</b>											
Détention arbitraire	16	16	10	17	31	25	18	12	24	32	201
Détention arbitraire imputable à une erreur de la police	5	16	9	6	5	5	8	9	6	5	74
Garanties de la procédure	5	4	2	2	2	11	2	3	0	4	35
<b>ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION</b>											
	0	3	0	2	1	0	0	0	1	0	7
<b>ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION</b>											
Droit de libre association	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Droit de libre association	3	2	5	2	3	2	1	3	2	2	25
Liberté de réunion	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2
Liberté syndicale	1	0	0	0	3	1	0	1	2	1	9
<b>ATTEINTES AU DROIT DE LA PERSONNE D'OBTENIR DES DOCUMENTS ATTESTANT SON IDENTITÉ OU SON ÉTAT CIVIL</b>											
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son identité	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	3
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son état civil	0	0	2	1	0	0	0	0	1	0	4
<b>TOTAL</b>	<b>98</b>	<b>160</b>	<b>139</b>	<b>130</b>	<b>126</b>	<b>143</b>	<b>156</b>	<b>109</b>	<b>163</b>	<b>133</b>	<b>1 357</b>

/...

Tableau 5

Plaintes déclarées recevables par catégories de droits violés,  
janvier-octobre 1993

(En pourcentage)

Droits ou libertés violés	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Total
DROIT À LA VIE	22,4	21,8	17,99	19,23	15,87	18,1	29,5	26,61	27,6	18,05	21,728
DROIT À L'INTEGRITÉ DE LA PERSONNE	18,3	16,8	24,46	15,38	10,36	14,7	16,7	13,76	18,4	7,52	15,653
DROIT À LA SÉCURITÉ	10,2	7,5	12,23	13,85	11,9	11,9	12,8	18,35	9,82	12,03	12,058
GARANTIES D'UNE PROCÉDURE RÉGULIÈRE	16,3	27,5	24,46	28,46	25,4	24,5	22,5	15,6	21,4	28,57	23,479
LIBERTÉ DE LA PERSONNE	26,5	22,5	15,11	19,23	30,95	28,7	17,9	22,02	18,4	30,83	23,217
ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION	0	1,88	0	1,54	0,79	0	0	0	0,61	0	0,482
LIBERTÉ D'ASSOCIATION	6,12	1,25	4,32	1,54	4,76	2,1	0,64	3,67	2,45	2,26	2,911
DROIT DE LA PERSONNE D'OBTENIR DES DOCUMENTS ATTESTANT SON IDENTITÉ OU SON ÉTAT CIVIL	0	0,63	1,44	0,77	0	0	0	0	1,23	0,75	0,482
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 6

Responsables présumés cités dans les plaintes,  
janvier-octobre 1993

(En pourcentage)

Responsables présumés	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Total	Pourcentage
POLICE NATIONALE	36	53	65	41	53	51	61	36	49	33	478	35,22
GROUPES IRRÉGULIERS (ESC. DE LA MORT, ETC.)	1	1	4	5	12	5	10	2	3	5	48	3,54
NON IDENTIFIÉS	13	20	11	16	12	15	24	19	31	15	176	12,97
POLICE MUNICIPALE	9	11	4	3	4	6	4	6	4	2	53	3,01
POLICE NATIONALE CIVILE	0	0	1	2	0	4	3	3	5	20	38	2,8
FORCES ARMÉES	5	24	11	10	5	7	10	6	7	3	88	6,48
MINISTÈRE PUBLIC	0	1	0	1	0	0	1	0	0	0	3	0,22
ORGANE EXÉCUTIF	5	1	2	1	0	2	1	0	8	1	21	1,55
ORGANE JUDICIAIRE	14	21	20	33	29	34	29	14	32	34	260	19,16
UNITÉ EXÉCUTIVE DE LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES STUPÉFIANTS	0	3	0	4	0	4	0	5	6	5	27	1,99
COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES FAITS DÉLICTEUX	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3	0,22
MEMBRES DU FMLN	3	5	4	2	6	8	3	5	2	0	38	2,8
AUTRES	12	20	17	12	5	7	10	13	15	13	124	9,14
TOTAL	98	160	139	130	126	143	156	109	163	133	1 357	100

/...

Tableau 7

Actes de violence relevant du droit commun, janvier-septembre 1993\*

TOTAL DES FAITS DÉLICTUEUX

Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Total
427	539	751	906	837	1 195	1 180	1 280	1 276	8 391

HOMICIDES ET COUPS ET BLESSURES GRAVES, PAR ARME UTILISÉE

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Total	Pourcentage
TOTAL	134	208	193	258	185	255	261	298	289	2 081	100
ARMES À FEU	72	117	94	123	88	133	131	130	129	1 017	48,87
ARMES BLANCHES	29	56	65	100	61	66	66	92	85	620	29,79
GRENADES	17	13	7	6	8	8	9	13	1	82	3,94
AVEC TORTURE	1	2	3	4	3	2	0	5	2	22	1,06
AUTRES	15	20	24	25	25	46	55	58	72	340	16,34

HOMICIDES, PAR ARME UTILISÉE

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Total	Pourcentage
TOTAL	86	117	111	129	94	123	138	158	169	1 125	100
ARMES À FEU	54	80	66	80	60	92	101	94	98	725	64,44
ARMES BLANCHES	16	24	32	39	22	27	27	43	42	272	24,18
GRENADES	8	3	3	4	6	1	4	4	0	33	2,93
AVEC TORTURE	0	1	1	0	1	0	0	0	0	3	0,27
AUTRES	8	9	9	6	5	3	6	17	29	92	8,18

\* Source : Division de police de l'ONUSAL.

-----